

PROJET 12/12 "ALLIANCE POUR UNE RESILIENCE TOUT AU LONG DE L'ANNEE A TAHOUA ET MARADI, NIGER"



Rapport d'étude de référence

Préparé par :
Chaïbou Dadi
Chris Allan
Jindra Cekan
Oumarou Abdou

Version finale

Niamey 28 Mai 2017

Cette publication a été produite pour LWR.
Elle a été préparée par Picher Allan Associates LLC
and CESAF Sarl Consult

Les opinions des auteurs exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du Gouvernement des États-Unis.

Picher Allan Associates LLC et CESAF Sarl Consult ont mené une étude de base sur le Projet 12/12 "Alliance pour une résilience tout au long de l'année à Tahoua et Maradi" au Niger de février mars 2017. Cette étude a été rendue possible grâce au soutien généreux du peuple américain et à toute l'équipe de LWR au Niger comme aux États-Unis.

Table des matières	3
Abréviations et acronymes	5
Liste des tableaux	6
Liste des figures	7
Résumé exécutif	8
1. Introduction	12
2. Méthodologie	12
2.1 Concept méthodologique	12
A. Conception de l'étude et objectifs.....	12
B. Echantillon de l'étude	13
C. Instruments.....	13
D. Collecte de données	13
E. Préparation des données, codage et analyse	15
2.2 Limites de l'étude et problèmes rencontrés	15
3. Vue de la situation de la résilience au Niger	15
4. Résultats de l'étude	17
4.1 Caractéristiques de la population étudiée	17
A. Caractéristiques socioéconomiques des ménages	17
B. Rôle du genre.....	18
4.2 Indicateur de résilience des ménages	19
4.3 Indicateurs du bien-être économique durable	20
A. Gestion des avoirs des ménages.....	20
B. Diversification des opportunités économiques	25
C. Accroissement de la production et la commercialisation des produits agricoles	27
D. Amélioration de l'adoption des techniques de conservation des eaux et des sols et les techniques de gestion de la fertilité du sol	28
E. Accroissement de la production animale	30
F. Accroissement de la commercialisation par les associations de petits producteurs	33
G. Renforcement de l'épargne et l'accès aux services financiers.....	33
4.4 Renforcement des capacités organisationnelles des associations des producteurs à mieux soutenir les services de leurs membres, à gérer les risques et stimuler les opportunités commerciales	36
A. Renforcement de la capacité organisationnelle.....	37
B. Amélioration de la capacité organisationnelle des associations des petits producteurs...	37

C. Renforcement de la capacité de vulgarisation par le secteur privé.....	38
D. Renforcement de la capacité de gestion des risques.....	38
E. Renforcement des filets sociaux.....	39
D. Amélioration des systèmes d'alerte précoce.....	39
5. Conclusions / Recommandations.....	40
Annexes.....	42
Annexe 1 : Questionnaire d'enquête auprès des ménages.....	42
Annexe 2 : Questionnaire d'enquête individuel	45
Annexe 3 : Questionnaire d'enquête auprès des organisations de producteurs	49
Annexe 4 : Fiche de consentement.....	53
Annexe 5 : Tableau récapitulatif des indicateurs par département.....	55
6 Bibliographie	59

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AGIR	Alliance globale pour l'Initiative Résilience
CA	Conseil d'Administration
CAIMA	Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles
CEB	Contribution à l'Education de Base
CM	Chef de ménage
FTF	Feed the Future
GES	Gaz à effet de serre
GT	Groupe de travail
HC3N	Haut-Commissariat à l'Initiative "Les Nigériens Nourrissent les Nigériens"
INS	Institut National de la Statistique
LWR	Lutheran World Relief
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation des Producteurs
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEAs	Promoteurs d'Entreprenariat Agricole
SIM-B	Système d'Information sur les Marchés de Bétail
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TdR	Termes de Références
TIC	Technologies d'information et de communications
UCOMA	Unité de Construction de Matériel Agricole

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : répartition des populations enquêtées	14
Tableau 2 : Caractéristiques des ménages enquêtées	17
Tableau 3 : Mode de vie des chefs de ménage	18
Tableau 4 : Niveaux et montants de l'épargne monétaire par sexe	18
Tableau 5 : Principaux chocs rencontrés par les ménages des hommes enquêtés	19
Tableau 6 : Principaux chocs rencontrés par les ménages des femmes enquêtées	19
Tableau 7 : Proportion des hommes et des femmes qui pensent que leur ménage est capable de faire face au choc ou stress maintenant	20
Tableau 8 : Moyenne des prix de référence des animaux au cours des semaines 9 et 10....	21
Tableau 9 : Moyenne des prix de référence des terres et équipements agricoles.....	21
Tableau 10 : La valeur moyenne d'actifs des ménages et des individus	21
Tableau 11 : La valeur moyenne d'actifs des ménages différenciés	21
Tableau 12 : Proportion des ménages qui rapportent au moins le même niveau de dépenses annuelles de ménage	22
Tableau 13 : Utilisation des canaux d'épargne	23
Tableau 14 : Proportion des ménages par technique d'atténuation des risques adoptée.....	24
Tableau 15 : Proportion des ménages qui ont adopté des techniques d'atténuation des risques	24
Tableau 16 : Nombre de techniques adoptées par ménage enquêté.....	24
Tableau 17 : Proportion d'adoption de pratiques de gestion de revenus.....	26
Tableau 18 : Proportion des ménages par nombre de pratiques de gestion adoptées.....	26
Tableau 19 : valeur moyenne des ventes par membre par chaîne de valeur	27
Tableau 20 : Variation des rendements estimés des principales cultures	28
Tableau 21 : Rendements estimés des principales cultures selon le sexe des personnes enquêtées	28
Tableau 22 : Superficies estimées sous nouvelles technologies ou pratiques actuellement .	29
Tableau 23 : Valeur moyenne nette de vente par animal engraisé	30
Tableau 24 : Valeur moyenne nette de vente par animal engraisé	30
Tableau 25 : Proportion des individus ayant adoptés des nouvelles technologies de production animale	31
Tableau 26 : Nombre des animaux appartenant aux personnes enquêtées ayant reçu des traitements	31
Tableau 27 : Nombre des animaux appartenant aux personnes enquêtées ayant été vaccinés	32
Tableau 28 : Nombre des animaux appartenant aux personnes enquêtées ayant reçu des Vitamines	32
Tableau 29 : Nombre d'animaux appartenant aux personnes enquêtées ayant été déparasité	32

Tableau 30 : Nombre d'animaux appartenant aux personnes enquêtées, qui reçoivent des suivis	32
Tableau 31 : Valeur estimée des ventes par chaîne de valeurs.....	33
Tableau 32 : Volume de la vente collective par chaîne de valeurs des associations.....	33
Tableau 33 : Proportion des participants au projet qui utilisaient les services financiers.....	34
Tableau 34 : Proportion des participants par type de service financier utilisé (Homme=73 ; Femme=173).....	34
Tableau 35 : Valeur de crédits agricoles et ruraux.....	35
Tableau 36 : Rentabilité des associations des producteurs	36
Tableau 37 : Proportion des membres des associations des producteurs déclarant avoir confiance en leurs leaders.....	37
Tableau 38 : Proportion des associations des petits producteurs pratiquant des nouvelles pratiques de gestion	37

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation de la zone de collecte des données	14
Figure 2 : valeur moyenne des épargnes individuelles accumulées par les hommes et les femmes	23
Figure 3 : Proportion des sources de revenus par ménage	25

Au Niger, sous les effets de plusieurs facteurs de stress et des chocs, les capacités des ménages vulnérables se sont érodées et le rétablissement à court terme et l'atteinte des moyens d'existence durables deviennent assez difficiles. C'est pourquoi, le Projet Alliance 12/12 cherche à répondre à ces menaces à travers des investissements durables axés sur le marché, la diversification des moyens de subsistance des ménages, la productivité, la modernisation et la connectivité avec les systèmes financiers, le marché et les connaissances. Pour y arriver, Alliance 12/12 vise à mobiliser des nouvelles compétences et des solutions novatrices du secteur privé pour améliorer la résilience de 12.760 ménages dans les zones agropastorales et agricoles marginales de Dakoro (Région de Maradi) et d'Illéla, Konni et Malbaza (Région de Tahoua).

12/12 apporte des stratégies éprouvées et des solutions innovantes pour une approche à trois volets pour renforcer la résilience annuelle des ménages à Tahoua et Maradi :

1. Favoriser des relations mutuellement bénéfiques avec le secteur privé pour une croissance inclusive ;
2. Accroître et diversifier les revenus des ménages pour renforcer la capacité des ménages à résister aux chocs et aux stress ;
3. Renforcer les capacités des OP à satisfaire durablement les besoins des membres.

Les données de base permettront à LWR de comprendre et de documenter le contexte du projet dans les 115 villages ciblés, avant le début des interventions.

Méthodologie

Cette étude vise à documenter la situation initiale pour tous les indicateurs du projet avant le début des interventions et à jeter les bases des évaluations de performance à mi-parcours et finales.

L'Univers de l'étude de base est constitué de quatre (4) sites cibles répartis dans les quatre (4) départements de la zone d'intervention du Projet. Un échantillon représentatif de chacun des quatre sites a été calculé avec une taille requise (n) en considérant un niveau de confiance (t) à 90% (valeur type de 1,645) et une marge d'erreur (m) à 5% (valeur type de 0,05). La valeur calculée de n est égale à 298 ménages (y compris les 10% de cas de non-réponses ou les erreurs d'enregistrement impondérables) a été observée à l'échelle de chacun des sites.

Dans le cadre de la présente étude de base de l'Alliance 12/12, deux questionnaires (ménage et individuel homme/femme membres du ménage) et un questionnaire réservé aux trois unions partenaires (OP) du projet ont été utilisés. Une fiche de consentement a été élaboré afin d'être lue à l'intention du sujet à enquêter à chaque fois pour matérialiser le consentement des acteurs à répondre aux questionnaires. Le support de collecte utilisé, est constitué des tablettes, des Laptop et du Serveur du CESAF de stockage de données.

L'entrée est faite par les Unions partenaires du projet. Les OP membres de ces Unions sont connues ainsi que leurs villages et Communes d'intervention. Au niveau des OP, les ménages des membres sont identifiés à partir d'un tirage aléatoire effectué en se basant sur la liste des membres des Organisations Paysannes (OP) membres des unions.

A l'intérieur de chaque ménage, le chef de ménage, un homme et une femme sont interviewés. A défaut l'homme ou la femme est pris dans le ménage qui suit sur la liste des membres de l'OP.

Les données collectées sur les tablettes ont été transférées sur le logiciel SPSS qui a servi à faire l'analyse des données selon le plan élaboré pendant la collecte des données de l'étude. Une analyse des fréquences des différentes modalités question par question a été réalisée ainsi qu'un calcul des moyennes des données quantitatives. Les valeurs des indicateurs ont

été calculées tout en respectant les procédures standards du Plan de Suivi évaluation. Toutes les informations ont été générées par département et globalement afin de déterminer les variabilités.

Certaines données collectées relatives au revenu, superficie, rendement, n'ont pas fait l'objet de mesures exactes. Et les délais très courts observés pour la réalisation de la présente étude ont constitué des acteurs limitant, mais ils n'entament absolument pas les résultats obtenus.

Résultats de l'étude

- Caractéristiques de la population étudiée

La population enquêtée a un effectif par ménage de 10,3 individus. Elle est fortement sédentarisée, avec un avantage de stabilité très important. La communication du projet pourra tenir compte de cette diversité des modes de vie et surtout de sa constance dans les milieux de résidence.

- Rôle du genre

Les femmes enquêtées sont plus sensibles aux chocs que les hommes, et elles pensent moins que les hommes, que leur ménage est capable de faire face au choc ou stress maintenant.

Les hommes accumulent plus d'épargnes individuellement que les femmes, pendant que celles-ci font plus recours aux systèmes financiers (groupes d'épargnes et de crédits) et moins au système bancaire. Tous déposent une grande partie de cette épargne dans le ménage. Elles enregistrent des rendements plus faibles et tirent moins de profit des activités d'embouche. Les femmes présentent des capacités d'adaptation plus faibles que les hommes. Elles pourraient moins se relever que les hommes. Cependant, elles (14,4%) sont plus réceptives aux nouvelles technologies de production animale avec des proportions relativement plus élevées que chez les hommes (12,4%).

- Résilience des ménages

Les principaux chocs rencontrés par les ménages enquêtés au cours des 12 derniers mois sont du même ordre d'importance chez les hommes et les femmes. Les plus cités sont la baisse des récoltes, la baisse des revenus, les irrégularités des pluies, etc. Ainsi, ce sont 41,6% d'hommes et 22,6% de femmes enquêtés qui perçoivent que leur ménage a une capacité de résilience.

- Bien-être économique durable

Même si les actifs des ménages incluent le capital naturel, physique, humain, financier, et social dans le cadre de la présente étude, les actifs qui ont été considérés sont les terres, les équipements physiques (motopompe, charrette, charrue) et les animaux toutes catégories confondues. La valeur des actifs et de l'épargne individuelle accumulées par les hommes est plus importante que celle des femmes.

En matière d'adoption des techniques d'atténuation des risques face aux effets des changements climatiques afin d'améliorer leur résilience, la planification de l'utilisation de la production en tenant compte de la précarité des récoltes est largement adoptée. Ce sont 48% des ménages adoptent des techniques à des degrés très variables d'un ménage à un autre et d'un département à un autre. Aussi, ce sont environ 434,25ha de terres de cultures qui sont déclarées sous des nouvelles technologies ou pratiques de gestion (compostage, gestion des résiduels agricoles, parage/utilisation du fumier, association avec le niébé, rotation des cultures et conservation, restauration des eaux et du sol).

Sur le plan des sources de revenus avant l'intervention du projet, ce sont 29,1% des ménages disposent d'un seul revenu contre 48,5% qui ont deux et 20,3% qui ont plus de deux sources de revenus.

La valeur moyenne nette de vente par animal engraisé est de 54.781 F chez les Hommes et 50.685 chez les Femmes

L'adoption de nouvelles technologies (sélection des animaux selon les spécifications du marché, l'alimentation améliorée, les abris/enclos et le choix de la période propice pour l'embouche) est beaucoup plus importante dans les départements de Konni et Illéla. Les femmes enquêtées sont de loin celles qui ont les plus forts taux d'adoption sauf à Malbaza et Dakoro. Aussi, ce sont 39,6% des personnes enquêtées qui font le suivi des animaux. La vaccination est le type de service des services le plus reçu par 90,2% d'hommes et 87,6% de femmes enquêtés. Les apports en vitamines viennent en seconde position avec 18,2% d'opinions favorables chez les hommes et 18,5% chez les femmes.

Le volume de la vente collective par chaîne de valeurs des associations des petits producteurs est de 6855,8 T pour l'oignon, 286 T pour le niébé et 123 T pour le blé.

Les femmes (14,5%) utilisent beaucoup plus les services financiers que les hommes (6,2%). Le département d'Illéla a le plus fort taux e terme d'adoption des services financiers.

- **Renforcement des capacités organisationnelles des associations des producteurs**

Parmi les trois OP enquêtées, ce sont Amintchi et Nazari qui affirment avoir fait des opérations au cours des 12 derniers mois. Actuellement, c'est une seule de ces 3 associations des petits producteurs qui pratique des nouvelles pratiques de gestion.

Aussi, ce sont 27,4% des Hommes et 38,0% des Femmes qui pensent que leur association pourrait les aider en cas de choc ou stress (causés par des éventuels événements). Le nombre moyen de chocs cités (augmentation des prix des intrants agricoles, catastrophes naturelles, irrégularité des pluies, baisse des récoltes, mévente des productions et baisse de revenu) est de 2,15 par OP.

Conclusions / Recommandations

Les organisations de producteurs rencontrent des difficultés dans la commercialisation des produits et mobilisent faiblement des revenus propres. Une crise de confiance vis-à-vis des leaders des organisations se fait sentir. Il serait opportun d'accompagner ces partenaires du projet dans la gestion, la fourniture et la diversification de services aux membres. Des soutiens sous forme de renforcement des capacités tant sur le plan organisationnel, technique, managérial, etc. seront d'une grande importance.

Il a été constaté des faiblesses dans les revenus, les épargnes individuelles, l'accès au système bancaire, le système de commercialisation, la performance des systèmes de productions agricoles, etc. Ainsi, il y a une nécessité de renforcer les systèmes productifs à travers des mises en relations et un accompagnement diversifié vers les acteurs de promotion des filières, des services financiers, etc. Des études complémentaires pour mieux cerner les domaines clés d'accompagnement susceptible de produire des effets de leviers sont nécessaires.

L'approche poursuivi par le projet est assez novatrice. Elle nécessite un processus continu de capitaliser afin de mieux suivre efficacement les changements vers l'atteinte des résultats escomptés. A cet effet, il serait nécessaire de mettre en place un dispositif transversal de collecte des données afin de mobilisation l'information à tous les niveaux tout en responsabilisant l'ensemble des acteurs du partenariat.

Des disparités entre hommes et femmes enquêtées sont constatée : capacité à faire face au choc ou stress, capacité d'épargnes, accès aux systèmes financiers décentralisé, aux systèmes bancaires, capacités sur le plan productif (agriculture, embouche). Afin d'atténuer ces inégalités, il serait nécessaire d'apporter des appuis spécifiques orientés vers les femmes afin de réduire leur vulnérabilité sur le plan des productions agricoles et pastorales. Il conviendrait aussi de renforcer les relations entre les groupes organisés des femmes et les institutions de microfinance afin d'améliorer leur épargne et la diversification de leurs activités économiques.



1. INTRODUCTION

Le Niger a été affecté par un ensemble complexe de facteurs de stress et des chocs qui ont érodé la résilience des populations vulnérables. Au cours des cinq dernières années, les impacts des sécheresses continues, des inondations, des invasions de criquets, la désertification, une hausse mondiale des prix des denrées alimentaires, les troubles civils et les pénuries alimentaires dévastatrices de 2012, ont fortement diminué la capacité des ménages pauvres à faire face et à s'adapter aux crises. Malgré les efforts d'intervention d'urgence menés en 2012 et 2013, les communautés vulnérables dans cette région sont encore confrontées aux menaces importantes permanentes au rétablissement à court terme et à l'atteinte des moyens d'existence durables.

Le Projet Alliance 12/12 cherche à répondre à ces menaces à travers des investissements durables axés sur le marché, la diversification des moyens de subsistance des ménages, la productivité, la modernisation et la connectivité avec les systèmes financiers, le marché et les connaissances. Plus explicitement, Alliance 12/12 vise à mobiliser des nouvelles compétences et des solutions novatrices du secteur privé pour améliorer la résilience de 12.760 ménages¹ dans les zones agropastorales et agricoles marginales de Dakoro (Région de Maradi) et d'Iléla, Konni et Malbaza (Région de Tahoua). A la fin du projet quinquennal, l'Alliance 12/12 :

- Mettra à profit les investissements et les innovations du secteur privé pour accroître et maintenir les revenus, les actifs et la capacité d'adaptation des ménages
- Renforcera la capacité organisationnelle des Organisations Paysannes (OP) à soutenir les services offerts aux membres, à gérer les risques et à exploiter les opportunités d'affaires.

12/12 apporte des stratégies éprouvées et des solutions innovantes pour une approche à trois volets pour renforcer la résilience annuelle des ménages à Tahoua et Maradi :

1. Favoriser des relations mutuellement bénéfiques avec le secteur privé pour une croissance inclusive ;
2. Accroître et diversifier les revenus des ménages pour renforcer la capacité des ménages à résister aux chocs et aux stress ;
3. Renforcer les capacités des OP à satisfaire durablement les besoins des membres.

Les données de base permettront à LWR de comprendre et de documenter le contexte du projet dans les 115 villages ciblés, avant le début des interventions.

2. METHODOLOGIE

2.1 Concept méthodologique

A. Conception de l'étude et objectifs

Cette étude a été conçue sur la base des termes de référence élaborés par LWR. Un concept méthodologique a été élaboré et mis en œuvre ainsi que des instruments pour mieux cadrer le processus de mise en œuvre.

La collecte des données de baseline aidera LWR à documenter la situation initiale pour tous les indicateurs du projet avant le début des interventions et à jeter les bases des évaluations de performance à mi-parcours et finales. La présente étude a pour objectifs de :

¹ Représentant un total de 102,080 personnes bénéficiaires indirectes (avec au moins 50% de femmes) issus de quatre départements, 10 communes et 115 villages (non touchés par les projets de RISE de l'USAID), dans les régions de Tahoua et Maradi

1. Examiner les indicateurs et les plans de suivi évaluation du projet.
2. Collecter, compiler et analyser les données quantitatives de base sur les ménages dans les 115 villages cibles ; et
3. Présenter des données de base et les résultats dans une série des rapports livrables et complets.

B. Echantillon de l'étude

L'Univers de l'étude de base est constitué des quatre (4) sites cibles répartis dans les quatre (4) départements de la zone d'intervention du Projet. Dans l'optique d'avoir un échantillon représentatif à l'échelle de chacun des quatre sites pour ce genre d'étude et en absence d'un indicateur de base, le taux de 50% est considéré comme étant le cas le plus probable avec une prévalence estimative (p) du caractère étudié (valeur de 50%). Pour un modèle d'enquête fondé sur un échantillon aléatoire simple, la taille d'échantillon requise (n) est calculée en considérant un niveau de confiance (t) à 90% (valeur type de 1,645) et une marge d'erreur (m) à 5% (valeur type de 0,05). La valeur calculée de n est égale à 271. Ainsi, au niveau de chaque site, ce sont 298 ménages (y compris les 10% de cas de non-réponses ou les erreurs d'enregistrement impondérables) qui sont prévus être enquêtés soit 1190 ménages à l'échelle de la zone d'intervention du projet. Des variations de l'effectif de l'échantillon ont été constatées, tout en restant au-delà du seuil requis de 271 individus.

C. Instruments

Dans le cadre de la présente étude de base de l'Alliance 12/12, trois outils de collecte ont été utilisés :

- **Deux questionnaires** dont un adressé aux chefs de ménages et un autre adressé individuellement à un homme et une femme membres du ménage. Le chef de ménage est interviewé en sa qualité de chef de ménage. A ce titre, il répond au nom de son ménage. Le CM détient généralement l'autorité, le pouvoir économique. Ce n'est pas forcément le plus âgé. Les individus membres du ménage répondent individuellement sur des biens et productions dont ils ont la propriété ;
- **Un questionnaire réservé aux trois unions partenaires (OP) du projet.**

Une fiche de consentement a été élaboré afin d'être lue à l'intention du sujet à enquêter à chaque fois pour matérialiser le consentement des acteurs à répondre aux questionnaires ;

Le support de collecte utilisé, est constitué des tablettes, des Laptop et du Serveur du CESAF de stockage de données.

D. Collecte de données

L'entrée est faite par les Unions ci-dessus. Les OP membres de ces Unions sont connues ainsi que leurs villages et Communes d'intervention. Au niveau des OP, les ménages des membres sont identifiés à partir d'un tirage aléatoire effectué en se basant sur la liste des membres des Organisations Paysannes (OP) membres des unions.

A l'intérieur de chaque ménage, le chef de ménage, un homme et une femme sont interviewés. A défaut l'homme ou la femme est pris dans le ménage qui suit sur la liste des membres de l'OP.

Pour le cas spécifique de Dakoro où ces OP ne sont pas bien connues, un premier travail de cadrage est fait avec CEB afin de déterminer les OP existantes dans les 40 villages cibles du projet dans 3 communes d'intervention du département. Au niveau des villages, il a fallu systématiquement dresser la liste dans la majorité des cas ; pour quelques-uns où les listes des bénéficiaires d'anciens projets ont été jalousement gardées, on a procédé à une mise à jour avant l'échantillonnage.

A l'échelle des quatre sites, l'ensemble des villages sont couverts et l'échantillon est réparti proportionnellement à la taille des membres des OP ou du nombre de ménages dans les villages ciblés.

Au total, les effectifs des individus enquêtés sont présentés dans le tableau n°1 suivant :

Tableau 1 : répartition des populations enquêtées

Partenaires	Départements/ Sites	Communes	Nombre de villages	Ménages	Hommes	Femmes
CEB	Dakoro	Ajékoria, Birni'n Lallé, Korahane	40	298	299	301
Adaltchi	Konni	Konni et Bazaga	22	300	302	294
Amintchi	Konni Malbaza	et Tsernaoua, Malbaza, Dogueraoua	30	292	294	287
Nazari	Illéla	Illéla, Badaguichiri	23	315	287	315
Total			115	1188	1182	1197

Source : Baseline 2017

Ainsi, chacune des quatre (4) équipes a enquêté un site/département. Chaque équipe est constituée de 6 personnes dont un superviseur et 5 agents de collecte. Ainsi, le superviseur a assuré l'entretien avec l'OP, la coordination et le contrôle qualité de la collecte, pendant que les 5 enquêteurs ont travaillé sur les tablettes pour la collecte des données quantitatives.

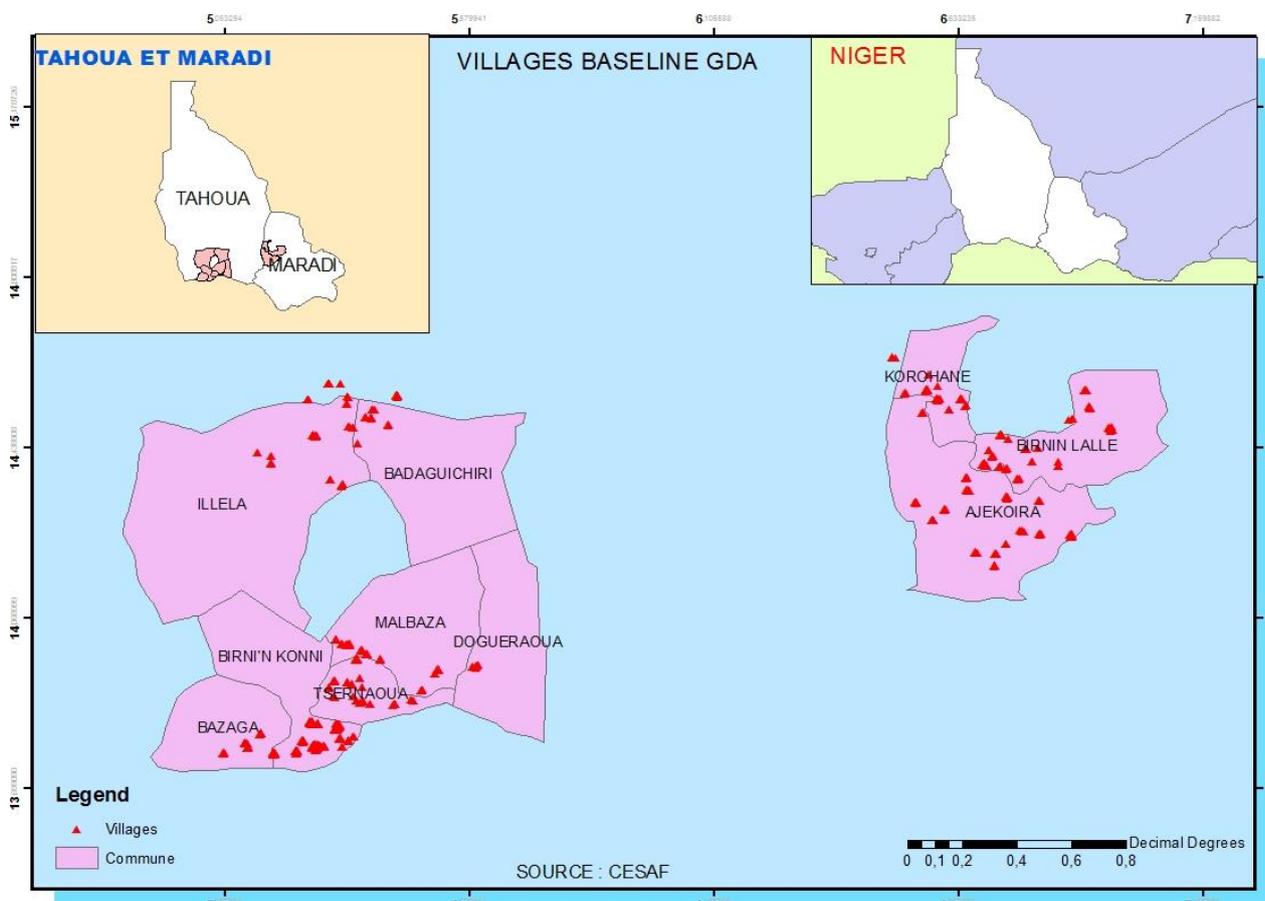


Figure 1 : Localisation de la zone de collecte des données

E. Préparation des données, codage et analyse

Les données collectées sur les tablettes ont été transférées sur le logiciel SPSS qui a servi à faire l'analyse des données selon le plan élaboré pendant la collecte des données de l'étude. Une analyse des fréquences des différentes modalités question par question a été réalisée ainsi qu'un calcul des moyennes des données quantitatives (Cf. annexe E). Les valeurs des indicateurs ont été calculées tout en respectant les procédures standards du Plan de Suivi évaluation de leurs calculs. Toutes les informations ont été générées par département et globalement afin de déterminer les variabilités.

2.2 Limites de l'étude et problèmes rencontrés

Les données collectées dans le cadre de la présente étude sont purement déclaratives. Elles reflètent les affirmations des acteurs enquêtés. Sur certains aspects tels que les revenus, les superficies, les rendements, les informations peuvent ne pas être assez précises, et cela est lié au fait que ces acteurs n'ont pas l'habitude de mesurer avec exactitude ces différents paramètres. Les analyses sur ces aspects ne permettent que de disposer des tendances qui du restent sont des éléments d'appréciation utilisable dans la mesure des performances. En cas de besoin des données d'une très grande valeur scientifique, le projet pourrait effectuer des mesures qui permettraient de disposer des informations assez précises ou utiliser des données secondaires. Aussi des analyses comme celles sur la rentabilité des OP posent de sérieux soucis en absence de documents comptable régulièrement établis.

Cependant, cette situation n'entame en aucun cas la pertinence des données collectées auprès des acteurs cibles du projet.

Aussi, les délais très courts au cours desquels la présente étude a été réalisé, n'ont pas permis de faire des analyses multivariées et des triangulations entre les informations obtenues auprès des ménages, des individus et des OP. Elargir la collecte auprès des OP membres des faitières pourrait mieux faciliter et approfondir les connaissances des OP.

3. VUE DE LA SITUATION DE LA RESILIENCE AU NIGER

Avec une superficie de 1 267 000 km², une population estimée en 2012 à 17,2 millions d'habitants, le Niger est classé parmi les plus pauvres de la planète au plan de l'indice du développement humain. Son revenu par habitant est de 412 dollars (2013). Les trois quarts (3/4) du territoire national sont situés dans la zone nord, dans un environnement chaud et désertique recevant moins de 150 mm de pluie par an. Les activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques contribuent pour 43% au PIB et constituent la principale occupation pour 80 % de la population (HC3N, 2015).

Des crises récurrentes affaiblissent les capacités d'adaptation des ménages en situation d'insécurité alimentaire et vivants dans des écosystèmes fragiles. Pour améliorer les performances des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux et halieutiques et réduire l'impact d'épisodes de sécheresses ou d'autres aléas sur les populations nigériennes et leurs moyens d'existence, le Niger a mis en place en 2012 la Stratégie de sécurité alimentaire et de développement agricole durable, appelée l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ». L'Initiative 3N se focalise sur une augmentation de la production agricole, l'accès aux marchés, le renforcement de la résilience et la réduction de la malnutrition. Cette initiative constitue l'axe 3 du Plan de Développement Economique et Social (PDES) portant sur la sécurité alimentaire et le développement agricole durable. Elle servira de cadre pour la mise en œuvre des priorités résilience du Niger qui permettent de s'attaquer de manière volontariste aux causes structurelles de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et, ainsi renforcer la résilience des populations face aux crises et catastrophes.

La mise en œuvre des priorités résilience (2015-2020) doit contribuer aux efforts de développement économique et social du Niger en particulier en mettant les populations

nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition, puis leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus et conditions de vie.

Plusieurs partenaires ont été mobilisés pour accompagner l'Etat du Niger dans le renforcement de la résilience de ses populations au changement climatique. Le Niger opte pour l'adaptation, primordiale, à travers des actions à forts co-bénéfices qui renforcent la résilience des écosystèmes et des populations et réduisent les émissions de GES.

La stratégie AGIR (Alliance globale pour l'Initiative Résilience) a pour objectif de renforcer durablement et de manière structurelle la résilience des ménages et communautés vulnérables du Niger face aux chocs à travers les 4 piliers suivants :

- Améliorer la protection sociale des communautés et ménages les plus vulnérables pour une sécurisation de leurs moyens d'existence ;
- Renforcer la nutrition des ménages vulnérables ;
- Améliorer durablement la productivité agricole et alimentaire, les revenus des ménages vulnérables et leur accès à l'alimentation ;
- Renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



4. RESULTATS DE L'ETUDE

4.1 Caractéristiques de la population étudiée

A. Caractéristiques socioéconomiques des ménages

Dans le cadre de cette étude, le ménage est considéré comme « un ensemble constitué par un groupe de personnes apparentées ou non qui reconnaissent l'autorité d'une seule et même personne (le chef de ménage), vivent dans un même logement, prennent souvent leur repas en commun et subviennent en commun aux dépenses courantes » [SALA-DIAKANDA, 1988]. Ainsi, la taille moyenne des ménages enquêtés varie d'une zone à une autre. Elle est de 10 individus.

La taille moyenne des ménages enquêtés est de 10,3 individus contre une moyenne nationale de 7,1 [INS ; 2012]. Certes les textes du Niger considèrent une personne de moins de 18 ans comme mineur (garçon et fille), mais en milieu rural où cette étude est réalisée, à partir de 15 ans une personne est productive surtout dans l'agriculture.

Le tableau suivant présente les caractéristiques des ménages enquêtés.

Tableau 2 : Caractéristiques des ménages enquêtés

Département	Taille du ménage	Nombre d'Hommes de 15 ans à plus	Nombre de femmes de 15 ans à plus	Nombre de Garçons (moins de 15 ans)	Nombre de Filles (moins de 15 ans)
Dakoro	10,26	2,37	2,50	2,78	2,60
Illéla	10,30	2,70	3,05	2,18	2,36
Konni	11,75	3,17	3,05	2,85	2,67
Malbaza	9,03	2,56	2,11	2,36	2,00

Moyenne	10,33	2,70	2,68	2,54	2,41
----------------	-------	------	------	------	------

Source : Baseline 2017

Le mode de vie dominant dans les villages ayant fait l'objet de la présente enquête de base, est sédentaire à 99,4%, semi-nomade à 0,3% et pastoral à 0,3%. Dans les départements de Konni et Malbaza, la population enquêtée est exclusivement sédentaire. La population de la zone d'intervention du projet est ainsi assez stable dans son milieu de vie. La communication du projet pourra tenir compte de cette diversité des modes de vie et surtout de sa constance dans les milieux de résidence.

Tableau 3 : Mode de vie des chefs de ménage

Mode de vie	Dakoro	Illéla	Konni	Malbaza	Total
Sédentaire	99,3	98,3	100,0	100,0	99,4
Semi nomade	0,3	1,0	0,0	0,0	0,3
Pastoral	0,3	0,7	0,0	0,0	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Baseline 2017

B. Rôle du genre

Dans le cadre de cette étude, les points de vue des hommes et des femmes ont été recueillis au sein des ménages à travers un même questionnaire adressé à un homme et à une femme dans chaque ménage enquêté. Les points de vue collectés sont purement individuels et différents de celui du chef de ménage.

Il ressort de l'analyse que non seulement les femmes sont plus sensibles aux chocs que les hommes, mais qu'elles pensent que leur ménage est moins capable de faire face au choc ou stress maintenant.

Sur le plan économique, la valeur moyenne des épargnes individuelles accumulées est plus élevée chez les hommes que les femmes. Elles font plus recours aux systèmes financiers comme les groupes d'épargnes et de crédits pendant que les hommes font recours au système bancaire et investissent plus dans le commerce. Tous déposent une grande partie de cette épargne dans le ménage.

Tableau 4 : Niveaux et montants de l'épargne monétaire par sexe

Sexe enquêté	Banque	Au sein du ménage	Epargne mobile	Groupes d'épargnes et de crédits	Chez un commerçant local
Hommes (1182)	4 427	13 204	2 031	2 217	3 542
Femmes (1197)	-	7 397	429	3 051	33

Sur le plan productif, les rendements estimés des principales cultures sont plus élevés chez les hommes que chez les femmes. La valeur moyenne nette de vente par animal engraisé est de 54.781 F chez les Hommes et 50.685 chez les Femmes. La valeur moyenne d'actifs des individus Hommes (272 442 FCFA) est supérieure à celle des femmes (225 961 FCFA).

Les informations ont démontré de grands déséquilibres sur le plan de l'accès aux ressources productives et sur le plan économique entre femme et homme. Ainsi, en regardant selon les principales dimensions de la résilience que sont les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation, il serait possible de tirer les conclusions suivantes : les femmes présentent des

capacités d'adaptation plus faibles que les hommes. Elles pourraient ainsi moins se transformer que les hommes. Cependant, elles (14,4%) sont plus réceptives aux nouvelles technologies de production animale avec des proportions relativement plus élevées que chez les hommes (12,4%). Aussi, avec un grand accès aux structures de microfinance, elles peuvent mieux se relancer à travers des activités génératrices de revenus.

4.2 Indicateur de résilience des ménages

Les principaux chocs rencontrés par les ménages enquêtés au cours des 12 derniers mois sont du même ordre d'importance chez les hommes et les femmes. Les plus cités sont la baisse des récoltes, la baisse des revenus, les irrégularités des pluies, etc.

Les baisses des récoltes sont les principaux chocs à Dakoro et Illéla avec des systèmes de production basés sur les cultures pluviales beaucoup plus sujettes aux catastrophes naturelles (inondation, incendie, vents). La baisse de revenu est plus forte à Malbaza où l'essentiel des revenus est tiré de la vente de l'oignon et de la tomate.

Tableau 5 : Principaux chocs rencontrés par les ménages des hommes enquêtés

Département	Augmentation des prix des intrants agricoles	Catastrophes naturelles	Irrégularité des pluies	Baisse des récoltes	Mévente des productions	Baisse de revenu	Aucun choc
Dakoro	10,3%	10,0%	9,0%	52,2%	0,0%	15,3%	3,3%
Illéla	1,6%	11,7%	6,7%	54,3%	0,0%	17,8%	7,9%
Konni	10,5%	4,4%	23,5%	37,1%	0,3%	5,1%	19,0%
Malbaza	4,2%	4,2%	6,3%	12,2%	13,6%	38,3%	21,3%
Zone d'intervention	6,6%	7,7%	11,3%	39,4%	3,3%	19,0%	12,7%

Tableau 6 : Principaux chocs rencontrés par les ménages des femmes enquêtées

Département	Augmentation des prix des intrants agricoles	Catastrophes naturelles	Irrégularité des pluies	Baisse des récoltes	Mévente des productions	Baisse de revenu	Aucun choc
Dakoro	16,4%	5,4%	3,7%	64,9%	0,0%	8,0%	1,7%
Illéla	1,7%	11,5%	7,3%	53,0%	0,0%	19,2%	7,3%
Konni	5,3%	12,3%	26,6%	30,2%	5,3%	6,6%	13,6%
Malbaza	4,1%	2,7%	7,1%	34,7%	16,3%	17,3%	17,7%
Zone d'intervention	6,9%	8,0%	11,3%	45,6%	5,4%	12,7%	10,1%

Selon le groupe de travail (GT) technique sur la gestion des risques², « La résilience est la capacité des personnes, communautés ou systèmes qui sont confrontés à des catastrophes ou crises à résister et se relever rapidement des dommages subis ». Barrett et Constat (2012) définissent la résilience comme une situation dans laquelle, sur la durée, un individu, un ménage ou une Communauté est protégé de la pauvreté et bénéficie d'une sécurité alimentaire malgré l'existence de chocs et de facteurs de stress. Ce n'est que si cette probabilité est élevée et demeure élevée qu'un individu, un ménage ou une communauté peut être considéré comme résiliente.

Pour LWR³, la résilience fait référence à la capacité d'un système (par ex., une communauté) à absorber les impacts et facteurs de stress, à s'adapter au changement et à se transformer

² <http://www.foodsec.org/web>

³ <https://lwr.org/what-we-do/resilience>

potentiellement pour pouvoir obtenir des résultats en matière de développement (c'est-à-dire des moyens d'existence durables, le bien être, l'allègement de la pauvreté).

L'USAID définit la résilience comme étant la capacité d'une personne physique, d'un ménage, d'une communauté ou un pays à s'adapter, à se remettre des crises/chocs, de façon à réduire les impacts de ces derniers en vue de réduire la vulnérabilité chronique et faciliter une croissance inclusive. Il est à constater que les trois définitions font référence aux principales dimensions de la résilience que sont les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation. Et en plus de la prise en compte de la lutte contre la pauvreté que prône LWR et l'USAID, cette dernière renforce avec la croissance inclusive.

Ainsi, les hommes et les femmes enquêtés ont des perceptions sur les capacités actuelles de leur ménage à faire face au choc ou stress. C'est surtout dans le département de Malbaza que les perceptions sont les plus favorables avec 74,8% d'opinions chez les hommes et 46,7% chez les femmes. Dans les autres départements, les perceptions sont faibles. De manière générale, les hommes (41,6%) sont plus confiants que les femmes (22,6%).

Tableau 7 : Proportion des hommes et des femmes qui pensent que leur ménage est capable de faire face au choc ou stress maintenant

Département	Hommes	Femmes
Dakoro	29,1%	16,6%
Illéla	20,9%	11,7%
Konni	41,2%	17,0%
Malbaza	74,8%	46,7%
<i>Zone d'intervention</i>	41,6%	22,6%

Indicateur Indicator Ga: Number of individuals reporting household resilience capacity (Custom)/Nombre des individus qui perçoivent que leur ménage a une capacité de résilience. (Indicateur Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur Ga, est : 491 hommes et 271 femmes

Méthode de calcul utilisée : 491 hommes et 271 femmes ayant affirmé que leur ménage est capable de faire face au choc ou stress parmi respectivement 1181 hommes et 1197 femmes enquêtés globalement

4.3 Indicateurs du bien-être économique durable

A. Gestion des avoirs des ménages

Les actifs des ménages incluent le capital naturel, physique, humain, financier, et social (DFID, 2000 ; Davis et al., 2007). Ces actifs sont constitués des ressources qui appartiennent au ménage ou dont il a légalement ou traditionnellement l'usufruit (Sen, 1981). Dans le cadre de la présente étude, les actifs qui ont été considérés sont les terres, les équipements physiques (motopompe, charrette, charrue) et les animaux toutes catégories confondues.

- **La valeur moyenne d'actifs**

Le calcul de la valeur des actifs individuels ou des ménages a été fait en considérant des valeurs de référence déterminées par le Système d'Information sur les Marchés de Bétail (SIM-B) pour les semaines 9 (du 20 au 26 février) et 10 (27 Février au 5 mars 2017) au niveau des marchés de référence des départements dans lesquels l'étude a été réalisée. Il s'agit des marchés de Dakoro (Dakoro), Konni (Konni), Badaguichiri (Illéla) et Guidan Idder (Malbaza). La moyenne des prix est donnée par le tableau suivant :

Tableau 8 : Moyenne des prix de référence des animaux au cours des semaines 9 et 10

Département	Bovins	Ovins	Caprins	Camélin	Asins	Equins	Poulets	Pintades	Canards/Oies	Pigeons
Dakoro	125 332	29 200	15 312	119 375	52 375	81 275	1 588	1 925	2 400	500
Illéla	152 333	36 750	25 375	274 500	40 500	162 000	1 325	1 725	2 250	400
Konni	134 400	45 250	15 250	295 000	57 125	143 500	1 125	1 750	4 000	350
Malbaza	157 167	37 750	25 625	295 000	57 125	143 500	1 425	2 050	1 250	375
Zone d'intervention	142 308	37 238	20 391	245 969	51 781	132 569	1 366	1 863	2 475	406

Pour ce qui est des équipements agricoles, les prix du marché ont été considérés comme prix de référence. Ce choix a été fait en raison du fait que dans ces zones c'est surtout sur le marché que les producteurs achètent leur équipement et rarement dans les structures de référence comme la CAIMA, UCOMA, etc. Le tableau suivant présente les prix des équipements agricoles considérés comme référence au calcul de la valeur des actifs. Ces prix de références ont été utilisés pour l'évaluation des actifs de tous les départements.

Tableau 9 : Moyenne des prix de référence des terres et équipements agricoles

Terres agricoles (ha)	Charrette	Charrue	Motopompe
1 000 000	122 500	35 000	75 000

La valeur des terres reste très variable d'une zone à une autre et d'un type de sol à un autre. Cette valeur varie aussi en fonction des opportunités de mise en valeur que la terre offre. Ainsi, les terres des jardins coûtent plus cher que celles pour la production maraichère et elle-même plus chères que celles des cultures pluviales. Il n'existe pas de référentiel en la matière. Cependant, pour la détermination de la valeur des terres, il a été considéré comme prix de référence 100 FCFA le m², qui a été utilisé par l'Etat pour le dédommagement des propriétaires terriens conformément aux clauses d'expropriation pour utilité publique dans le cadre de la réalisation des infrastructures routières.

Tableau 10 : La valeur moyenne d'actifs des ménages et des individus

Département	Valeur moyenne calculée		
	Ménages	Hommes	Femmes
Dakoro	433 774,9	274 867,2	206 947,3
Illéla	351 147,1	253 219,9	216 030,7
Konni	289 604,3	255 548,1	221 961,2
Malbaza	415 055,1	306 133,2	258 905,4
Zone d'intervention	372 395,4	272 442,1	225 961,2

La valeur du foncier est très variable d'une localité à une autre. Elle est plus élevée à Konni et Malbaza et plus faible à Dakoro. Il est ainsi constaté que le foncier de par sa taille favorise plus les répondants de Dakoro.

Tableau 11 : La valeur moyenne d'actifs des ménages différenciés

Département	Dakoro	Illéla	Konni	Malbaza
Valeur de l'actif productif (Terres, motopompes, ...)	301 765	159 328	156 638	248 345
Valeur de l'actif animal (ovins, bovins, ...)	132 009	191 819	132 966	166 710

Total	433 774	351 147	289 604	415 055
--------------	---------	---------	---------	---------

- La valeur moyenne d'actifs des individus (Indicateur Projet) :

Indicator 1b: Average value of individual assets (Custom)/La valeur moyenne d'actifs des individus (Indicateur Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur 1b, est Hommes : 272 442 FCFA et Femmes : 225 961 FCFA

- Méthode de calcul utilisée : somme des quantités des actifs possédés par les hommes et les femmes multipliées par leurs valeurs sur le total des hommes et des femmes enquêtés globalement et par département.

- La valeur moyenne d'actifs des ménages (Indicateur Projet) :

Indicator 1c: Average value of household assets (Custom)/La valeur moyenne d'actifs des ménages (Indicateur Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur 1c est: 384 159 FCFA

Méthode de calcul utilisée : La somme des quantités des actifs possédés par les ménages multipliées par leurs valeurs sur le total des ménages enquêtés globalement et par département.

- Proportion des ménages qui rapportent au moins le même niveau de dépenses annuelles de ménage (Indicateur Projet) : La valeur de l'indicateur est présentée dans le tableau suivant par département et par région.

Tableau 12 : Proportion des ménages qui rapportent au moins le même niveau de dépenses annuelles de ménage

Département	Hausse	Stable	Baisse	Valeur de l'indicateur
Dakoro	36,2%	5,7%	58,1%	41,9%
Illéla	75,2%	3,7%	21,1%	78,9%
Konni	67,7%	3,7%	28,7%	71,3%
Malbaza	54,8%	2,4%	42,8%	57,2%
Zone d'intervention	58,5%	3,9%	37,6%	62,4%

Le fort taux à Illéla est justifié par les résultats d'un ancien projet de LWR avec ces groupes cibles.

Indicator 1a: Number of households reporting at least the same level of annual household expenditures (Custom)/ Nombre des ménages qui rapportent au moins le même niveau de dépenses annuelles de ménage (Indicateur Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur 1a est : 741

Méthode de calcul utilisée : 741 ménages capables d'estimer leurs dépenses au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête et qui ont répondu aussi affirmés que ces dépenses sont stables ou en hausse par rapport à l'année passée parmi 1188 ménages enquêtés globalement

- **La valeur moyenne des épargnes individuelles accumulées par des bénéficiaires du projet (Indicateur Projet) :** Il s'agit de considérer parmi les hommes et les femmes enquêtés, ceux qui ont fait des épargnes monétaires au cours des 12 derniers mois avant l'enquête. Cette épargne pourrait être déposée auprès des banques, des Groupes d'épargnes et de crédits, sous forme d'épargne mobile, chez un commerçant ou au sein du ménage. Les groupes d'épargne et de crédit sont des regroupements au sein desquels les adhérents se font des crédits sur la base des épargnes mobilisés. L'épargne chez un commerçant est de l'argent mis à la disposition d'un commerçant et mobilisable selon des modalités convenues d'avance. Au sein des ménages, l'épargne peut prendre plusieurs formes : argent liquide déposée, épargne à travers des animaux et des produits agricoles achetés au moment où les prix sont faibles et revendus quand ils prennent de la valeur, etc. La valeur moyenne de cette épargne déclarée est calculée selon les genres.

Il ressort de l'analyse que 22,8% des hommes et 39,0% des femmes enquêtés pratiquent de l'épargne. Cette épargne est surtout réalisée au sein des ménages par plus de la moitié des hommes et des femmes. Les seconds canaux de réalisation de l'épargne sont les Groupes d'épargnes et de crédits, puis les banques. Les femmes enquêtées ne déposent pratiquement pas leur épargne à la banque. La pratique de l'épargne mobile est pratiquement dérisoire.

Tableau 13 : Utilisation des canaux d'épargne

	Banque	Au sein du ménage	Epargne mobile	Groupes d'épargnes et de crédits	Chez un commerçant local
Hommes	22 085	66 218	10 250	11 183	17 448
Femmes	0	37 024	2 133	14 752	162

Le calcul de la valeur moyenne des épargnes individuelles accumulées par les hommes et les femmes (fig. 2) montre que les hommes déposent plus que les femmes. Aussi, le département de Dakoro a la plus faible valeur de l'épargne tandis que les personnes enquêtées des départements de Malbaza et Konni ont les valeurs les plus élevées. Pour le cas de Dakoro, le faible niveau d'épargne en banque peut s'expliquer par la perte de confiance en ce système car au moins trois mutuelles d'épargne-crédit y ont fait faillite avec d'importantes sommes d'argent des OP appuyées par des projets.

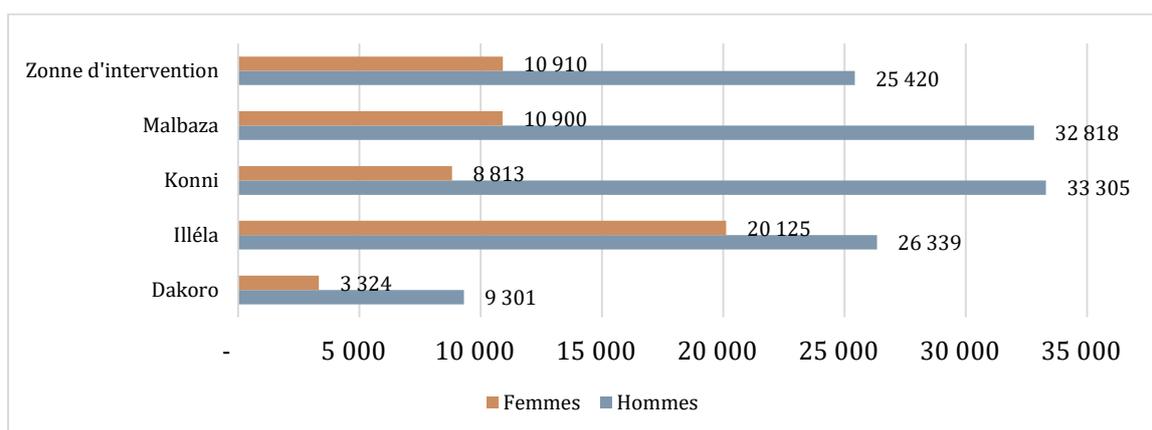


Figure 2 : valeur moyenne des épargnes individuelles accumulées par les hommes et les femmes

A Konni et Malbaza, les hommes ont surtout accès aux aménagements hydroagricoles, où le potentiel productif est très important. A Illéla, les femmes sont assez organisées, ont accès aux crédits et pratiquent des activités génératrices de revenus.

Indicator 1e: Average value of individual savings accumulated by project beneficiaries (Custom)/La valeur moyenne des épargnes individuelles accumulés par des bénéficiaires du projet (Indicateur Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur 1e est Hommes : 25 440 FCFA et Femmes : 10 790 FCFA

Méthode de calcul utilisée : La valeur moyenne des épargnes effectuées par les hommes et les femmes enquêtés globalement et par département.

- **Le nombre de ménages qui ont adopté des techniques d'atténuation des risques face aux effets des changements climatiques afin d'améliorer leur résilience :** Les principales pratiques pouvant être utilisées sont l'adoption d'un plan de gestion de nourriture/budgétisation, la conservation de sa fertilité, la défense et restauration des eaux du sol, mettre en œuvre une nouvelle source de revenu et effectuer de l'épargne/assurance.

Tableau 14 : Proportion des ménages par technique d'atténuation des risques adoptée

Département	Nouvelle source de revenu	Épargne/assurance	Adoption d'un plan de gestion de nourriture/budgétisation	Défense et restauration des eaux, du sol	Conservation de sa fertilité	Autres
Dakoro	27,2%	0,9%	80,7%	2,6%	0,9%	5,3%
Illéla	20,9%	44,4%	70,1%	34,8%	29,9%	1,6%
Konni	27,9%	25,0%	42,6%	0,0%	7,4%	22,1%
Malbaza	43,3%	3,0%	66,7%	1,5%	24,9%	0,0%
Zone d'intervention	30,9%	18,8%	67,7%	12,5%	19,6%	4,2%

Il ressort que l'adoption d'un plan de gestion de nourriture⁴ (67,7%) est de loin la pratique la plus utilisée. Elle est secondée par les nouvelles sources de revenus (30,9%), la conservation de la fertilité des sols (19,6%), l'épargne et la défense et restauration des eaux et du sol (12,5%). Les autres techniques sont la vente des actifs (animaux), les emprunts, etc. A Konni, les producteurs travaillent dans des aménagements hydroagricoles où les risques climatiques sont fortement réduits.

La proportion des ménages qui ont adopté des techniques d'atténuation des risques face aux effets des changements climatiques afin d'améliorer leur résilience est de 48,0%.

Tableau 15 : Proportion des ménages qui ont adopté des techniques d'atténuation des risques

Ménage ayant adopté		Ménage n'ayant pas adopté		Total	
Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
570	48,0%	618	52,0%	1188	100,0%

Ces ménages adoptent des techniques à des degrés très variables d'un ménage à un autre et d'un département à un autre. Ce sont 3 ménages sur 5 qui affirment adopter une seule technique

Tableau 16 : Nombre de techniques adoptées par ménage enquêté

⁴ Un plan de gestion temporelle des de la production, consistant à une planification de l'utilisation de la production en tenant compte de la précarité des récoltes, des évènements sociaux, etc. en attendant la prochaine production

Unités	Nombre de techniques adoptées				
	1	2	3	4	5
Dakoro	78,9%	19,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Illéla	38,0%	29,9%	23,0%	8,0%	0,5%
Konni	69,1%	23,5%	2,9%	0,0%	0,0%
Malbaza	65,2%	29,4%	4,5%	0,5%	0,0%
Zone d'intervention	59,5%	26,8%	9,5%	2,8%	0,2%

Pour Konni, où les participants travaillent sur des aménagements où les risques climatiques sont mineurs, les techniques d'atténuation des risques face aux effets des changements climatiques ne sont pas assez prises en compte.

Indicador 1d: Number of households adopting risk-reducing practices/actions to improve resilience to climate change (Custom)/Le Nombre des ménages qui ont adopté des techniques d'atténuation des risques face aux effets des changements climatiques afin d'améliorer leur résilience. (Indicador Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur 1d : 570

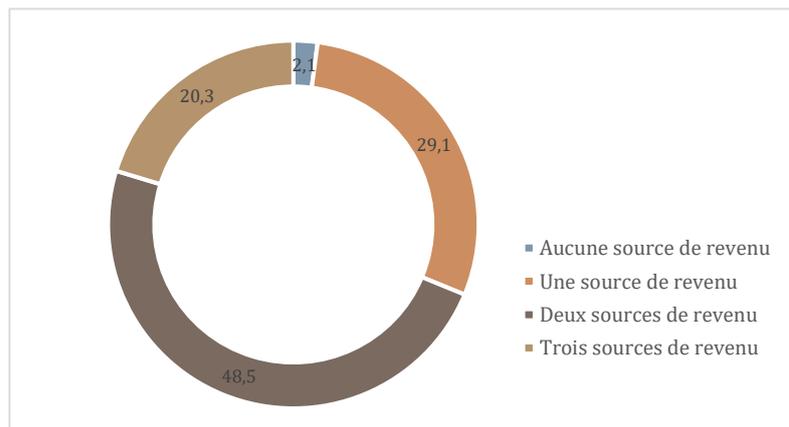
Méthode de calcul utilisée 570 ménages qui affirment avoir appliqué au moins une des pratiques de réduction de risques parmi 1188 ménages enquêtés globalement.

B. Diversification des opportunités économiques

- **Nombre de ménages qui déclarent avoir au moins une nouvelle source de revenus grâce aux interventions du projet** : la valeur de cet indicateur est égale à zéro avant toute intervention du projet, cependant, l'analyse réalisée concerne les principales sources de revenus et leur nombre par ménage. Les principales sources de revenus des ménages surtout ruraux sont étroitement liées à la production agropastorale. Cependant, seules les sources de revenus monétaires sont considérées dans le cadre de la présente étude.

L'analyse des trois principales sources de revenus monétaires des ménages donne les résultats suivants classés en revenus agricoles et non agricoles. Il a été constaté que 29,1% des ménages disposent d'un seul revenu contre 48,5% qui ont deux et 20,3% qui ont plus de deux sources de revenus.

Les revenus agricoles constituent les premières sources de revenus chez environ 81,65% des ménages enquêtés. Les principales sources sont le travail agricole local qui représente à lui seul la première source de revenu pour environ 67,34% des ménages et la culture de contre saison avec 10,86 % des ménages. Le travail agricole étant considéré comme toute activité autour de l'agriculture qui génère directement des revenus.



Les revenus non agricoles représentent la première source de revenu pour environ 15,82% des ménages. Le petit commerce vient en tête dans cette série avec 9,1% des ménages enquêtés.

Figure 3 : Proportion des sources de revenus par ménage

Indicator IR.11a : Number of households reporting at least one new income source due to project interventions (Custom)/ Nombre des ménages qui déclarent d'avoir au moins une nouvelle source de revenus grâce aux interventions du projet. (Indicator Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.11a: 0

Méthode de calcul utilisée : Le nombre des ménages ayant au moins une source de revenus sur le nombre total des ménages enquêtés globalement et par département

- **Nombre des ménages qui déclarent utiliser des techniques/plan de gestion de leurs revenus** : la valeur de cet indicateur est égale à zéro avant toute intervention du projet, cependant, l'analyse réalisée concerne l'adoption des pratiques de gestion de revenus par les responsables des ménages. Il s'agit des pratiques de gestion de revenus comme l'approche d'entrepreneuriat, la technique de plan de gestion de nourriture et la technique de gestion de revenu⁵.

L'adoption des pratiques est beaucoup plus importante à Malbaza (72,9%) et plus faible à Konni (35,3%). Les techniques de plan de gestion de nourriture sont les plus utilisées dans toutes les zones. La technique de gestion de revenu est relativement assez adoptée à Illéla.

Tableau 17 : Proportion d'adoption de pratiques de gestion de revenus

Unités	Adoption pratiques de gestion de revenus	Pratiques de gestion		
		Approche d'entrepreneuriat quelconque	Technique de plan de gestion de nourriture	Technique de gestion de revenu
Dakoro	51,0%	3,3%	90,8%	30,9%
Illéla	68,8%	23,9%	70,7%	61,5%
Konni	35,3%	17,0%	80,2%	33,0%
Malbaza	72,9%	23,5%	80,3%	27,7%
Zone d'intervention	56,9%	18,0%	79,7%	39,5%

Ce sont environ 2 ménages sur 3 qui ont adopté une pratique de gestion de revenus. Les taux d'adoptions sont aussi variables d'un département à un autre et d'un ménage à un autre.

Tableau 18 : Proportion des ménages par nombre de pratiques de gestion adoptées

Unités	Nombre de pratiques de gestion de revenus		
	1	2	3
Dakoro	72,4%	26,3%	0,0%
Illéla	49,8%	42,9%	6,8%
Konni	72,6%	21,7%	4,7%
Malbaza	72,8%	23,0%	4,2%
Zone d'intervention	65,7%	29,6%	4,1%

Indicator IR.11b: Nombre of households reporting use of HH income planning/management techniques (Custom)/ Le nombre des ménages qui déclarent utiliser des techniques/plan de gestion de leur revenus. (Indicator projet)

⁵ Gestion de revenus à travers l'épargne par les groupement d'épargne et crédit, les banques céréalières

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.11b: 0

Méthode de calcul utilisée : Le nombre ménages qui déclarent utiliser des techniques/plan de gestion de leurs revenus total des ménages enquêtés globalement

C. Accroissement de la production et la commercialisation des produits agricoles

- **Le cumul de la valeur moyenne des ventes par membre pour chaque chaîne de valeur attribué au projet** : la valeur de cet indicateur est actuellement égale à zéro avant toute intervention du projet. Cependant pour la caractérisation des chaînes de valeurs, les principales spéculations (oignon, niébé, blé) ont été identifiées, leurs nombres d'adhérents qui ont commercialisé par l'intermédiaire de l'OP au cours de la dernière campagne et la valeur des ventes.

Tableau 19 : valeur moyenne des ventes par membre par chaîne de valeur

Départements	Paramètres	Oignon	Blé	Niébé
Dakoro	Indicateur	Néant	Néant	Néant
Illéla	Valeur des ventes	35 590	-	242 990
	Nombre de participants	70	-	139
	Indicateur	508	-	1 748
Konni	Valeur des ventes	-	1 086 200	-
	Nombre de participants	-	353	-
	Indicateur	-	3 077	-
Malbaza	Valeur des ventes	1 130 200	-	188 278
	Nombre de participants	160	-	110
	Indicateur	7 064	-	1 712
Zone d'intervention	Valeur des ventes	1 165 790	1 086 200	431 268
	Nombre de participants	230	353	249
	Indicateur	5 069	3 077	1 732

En calculant le cumul de la valeur moyenne des ventes par membre pour chaque chaîne de valeur attribué au projet, les valeurs suivantes ont été obtenues : 5.069 CFA pour l'oignon, 1.732 CFA pour le niébé et 3.077 CFA pour le blé. Les autres spéculations qui ont fait l'objet des ventes par le biais des OP sont surtout les céréales par le biais des Banques céréalières.

Indicateur IR.12a: Total value of average incremental sales per member attributed to project implementation by value chain (Custom)/Le cumul de la valeur moyenne des ventes par membre pour chaque chaîne de valeur attribué au projet (Indicateur Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.12a est : 0 FCFA

Méthode de calcul utilisée : La somme des valeurs des ventes par spéculation divisée par le nombre de participants par spéculation globalement et par département.

- **Rendements réalisés par les producteurs pour les spéculations ciblées** : Il s'agit d'abord de déterminer les principales activités agricoles de rente pratiquées par les hommes et les femmes enquêtées au cours de la dernière campagne agricole. Ensuite,

disposer des informations sur les superficies emblavées et les productions enregistrées. Il est constaté que les rendements sont plus élevés chez les hommes que chez les femmes. Ils sont aussi plus importants dans les départements de Konni et Malbaza que dans les autres où les conditions climatiques sont beaucoup plus fragiles avec des terres pratiquement dunaires.

Tableau 20 : Variation des rendements estimés des principales cultures

Unité	Mil (Kg)		Niébé (Kg)		Sorgho (Kg)		Blé (Kg)	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Dakoro	494,17	151,15	151,07	61,62	137,03	35,93	0	0
Illéla	228,65	70,88	103,48	44,3	43,13	16,86	0	0
Konni	656,52	512,52	124,16	314,44	295,76	771,67	578,21	725
Malbaza	1222,08	461,82	308,72	137,21	262,42	96,74	0	0
Zone d'intervention	764,31	202,42	197,4	83,31	185,37	90,97	578,21	725

Le calcul de la valeur de l'indicateur selon les hommes et les femmes enquêtés donne les résultats illustrés par le tableau suivant.

Tableau 21 : Rendements estimés des principales cultures selon le sexe des personnes enquêtées

SEXE DE LA PERSONNE INTERVIEWEE		Mil	Niébé	Sorgho	Arachide	Blé	Maïs
Masculin	Moyenne	333,2	168,3	151,3	292,7	1074,1	623,9
	Nombre répondants	691	708	595	204	28	61
	Ecart type	796,4	391,5	251,9	815,1	1119,3	830,3
Féminin	Moyenne	259,9	119,9	223,4	151,4	382,5	207,1
	Nombre répondants	371	398	264	112	4	7
	Ecart type	1690,4	318,5	1938,7	355,7	376,2	195,5
Total	Moyenne	307,6	150,9	173,5	242,6	987,7	581,0
	Nombre répondants	1062	1106	859	316	32	68
	Ecart type	1187,5	367,5	1094,1	690,9	1076,5	798,2

Indicator IR.12.1a: Yields of targeted crops reported by project participants (Custom)/Rendements réalisés par les producteurs pour les spéculations ciblées. (Indicador Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.12.1a est :

Mil	Niébé	Sorgho	Arachide	Blé	Maïs
307,6	150,9	173,5	242,6	987,7	581,0

Méthode de calcul utilisée : Le volume des productions par spéculation divisé par les superficies emblavées, divisé par le nombre de participants par spéculation globalement et par département.

D. Amélioration de l'adoption des techniques de conservation des eaux et des sols et les techniques de gestion de la fertilité du sol

- **La superficie (en hectares) sous des nouvelles technologies ou pratiques de gestion** grâce à l'assistance du gouvernement américain : la valeur de cet indicateur est actuellement égale à zéro avant toute intervention du projet. Il s'agit de savoir si au cours de la dernière campagne agricole les hommes ou les femmes enquêtées, avaient pratiqué

des cultures du niébé, de l'oignon et/ou des céréales en utilisant des technologies ou pratiques de gestion. Les nouvelles technologies ou pratiques de gestion promues sont le compostage, la gestion des résiduels agricoles, le parcage/utilisation du fumier, l'association avec le niébé, la rotation des cultures et la conservation, la restauration des eaux et du sol (zaï, cordon pierreux, la RNA, etc.).

Tableau 22 : Superficies estimées sous nouvelles technologies ou pratiques actuellement

Superficies individuelles	Nombre de personnes qui utilise la superficie	Superficie totale par taille de parcelle
0,00	2201	0
0,15	1	0,15
0,25	4	1
0,30	2	0,6
0,50	15	7,5
1,00	55	55
1,50	8	12
2,00	29	58
2,50	1	2,5
3,00	9	27
3,50	1	3,5
4,00	4	16
5,00	45	225
6,00	3	18
8,00	1	8
Total	2379	434,25

La répartition des superficies estimées sous nouvelles technologies ou pratiques actuellement est de :

Référence de base	Dakoro	Illéla	Koni	Malbaza
434,25ha	77ha	66ha	9,25ha	282ha

La superficie (en hectares) sous des nouvelles technologies ou pratiques de gestion calculée actuellement est de 434,25ha, cependant la valeur réelle de l'indicateur qui mesure les superficies sous des nouvelles technologies ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain est égale à zéro.

Indicator IR.12.1b1 : Number of hectares under improved management technologies or practices as a result of USG assistance (FTF Indicator)/La superficie (en hectares) sous des nouvelles technologies ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain. (FTF)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.12.1b1 est : 0ha

Méthode de calcul utilisée : La somme totale des superficies sous au moins une nouvelle technologie respectivement pour les hommes et pour les femmes enquêtées globalement et par département.

- **Nombre de producteurs ayant adoptés des nouvelles technologies ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain :** La somme totale des hommes et des femmes qui ont adoptés au moins une nouvelle technologie globalement et par département.

La valeur de base de cet indicateur est zéro. Le projet n'ayant pas encore démarré ses activités d'appui aux producteurs.

Indicator IR.12.1b2 : Number of farmers who have adopted new management technologies or management practices as a result of USG assistance (FTF Indicator)/Nombre de producteurs ayant adopté des nouvelles technologies ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain. (FTF)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.12.1b2 est : 0

Méthode de calcul utilisée : La somme de producteurs ayant adopté des nouvelles technologies ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain

E. Accroissement de la production animale

- **La valeur moyenne nette de vente par animal engraisé** : il s'agit d'apprécier la marge autour de l'embouche des ovins. Les coûts des intrants utilisés pour engraisser l'animal ne sont pas pris en compte.

Tableau 23 : Valeur moyenne nette de vente par animal engraisé

Unité	Prix d'achat		Prix de vente		Marge bénéficiaire	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Dakoro	41 247	17 027	64 097	33 418	22 851	16 391
Illéla	46 259	30 286	81 394	54 502	35 135	24 216
Konni	71 702	50 629	193 958	98 431	122 256	47 801
Malbaza	76 304	35 682	196 926	78 945	120 622	43 263

La valeur moyenne nette de vente par animal engraisé est de 54.781 F chez les Hommes et 50.685 chez les Femmes

Tableau 24 : Valeur moyenne nette de vente par animal engraisé

SEXE DE LA PERSONNE INTERVIEWEE	Moyenne	Nombre de participants	Ecart type
Masculin	54.781	231,0	10 798,6
Féminin	50.685	274,0	10 678,4

Indicator IR.12.2a: Average net sales value per fattened animal sold (Custom)/La valeur moyenne nette de vente par animal engraisé (Indicator Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.12.2a, est: 0 FCFA

Méthode de calcul utilisée : La différence entre la moyenne des prix de vente des ovins engraisés et celle des prix d'achat par les hommes et les femmes divisé par le nombre respectif des hommes et de femmes ayant affirmé pratiquer l'embouche ovine destinée à la vente au cours des 12 derniers mois globalement et par département.

- **La proportion des individus ayant adopté des nouvelles technologies de production animale ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain** : la valeur de cet indicateur est actuellement égale à zéro avant toute intervention du projet. Les nouvelles technologies promues par le projet sont la sélection des animaux (race, l'âge, pelage) selon les spécifications du marché, l'alimentation améliorée (sels, mélange du fourrage augmenté par les graines + son + gousses de Gao ou d'acacia, fauche/conservation de fourrage, blocs multi-nutritionnels), les abris/enclos et le choix de la période propice pour l'embouche. L'adoption de nouvelles technologies

est beaucoup plus importante dans les départements de Konni et Illéla. Les femmes enquêtées sont de loin celles qui ont les plus forts taux d'adoption sauf à Malbaza et Dakoro.

Tableau 25 : Proportion des individus ayant adoptés des nouvelles technologies de production animale

Unité	Homme	Femme
Dakoro	7,70%	7,60%
Illéla	15,00%	22,50%
Konni	14,00%	20,40%
Malbaza	13,30%	6,30%
Zone d'intervention	12,40%	14,40%

Indicator IR.12.2b1: Number of individuals who have adopted new animal production technologies or management practices as a result of USG assistance (Custom)/Le nombre des individus ayant adoptés des nouvelles technologies de production animale ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur est: 147 Hommes et 172 Femmes

Méthode de calcul utilisée : La somme des hommes et des femmes ayant adopté des technologies de production animale ou pratiques de gestion améliorée au cours des 12 derniers mois parmi respectivement 1181 hommes et 1197 femmes enquêtés globalement

- **Nombre d'animaux recevant un suivi** : la valeur de cet indicateur est égale à zéro. Les services promus sont le traitement contre les maladies, les vaccins, les vitamines, déparasitage. Ce sont 39,6% des personnes enquêtées qui ont répondu favorablement au suivi des animaux. La vaccination est le type de service des services le plus reçu par 90,2% d'hommes et 87,6% de femmes enquêtés. Les apports en vitamines viennent en seconde position avec 18,2% d'opinions favorables chez les hommes et 18,5% chez les femmes.

En matière de traitement des animaux, le département de Dakoro présente le plus grand effectif. Il est suivi par celui de Konni. Cela est pour l'essentiel lié au dynamisme et à la fonctionnalité des SVPP présents dans ces départements. Le département d'Illéla présente les plus faibles effectifs d'animaux traités selon les personnes interviewées.

Tableau 26 : Nombre des animaux appartenant aux personnes enquêtées ayant reçu des traitements

Unité	Bovins	Ovins	Caprins	Poulets	Pintades	Camelins
Dakoro	50	111	90	35	4	1
Illéla	17	18	11	-	-	-
Konni	49	39	66	23	3	2
Malbaza	9	34	10	6	1	-
Zone d'intervention	125	202	177	64	8	3

La vaccination est le type de suivi des animaux le plus fréquent et concerne surtout les ovins et les caprins. Les bovins viennent en troisième position avant la volaille. Le département de Konni est en tête de liste pendant que celui de Malbaza a le plus faible effectif des animaux qui reçoivent la vaccination.

Tableau 27 : Nombre des animaux appartenant aux personnes enquêtées ayant été vaccinés

Unité	Camelins	Bovins	Ovins	Caprins	Poulets	Pintades
Dakoro	3	122	303	281	25	9
Illéla	2	136	281	316	69	2
Konni	4	278	298	456	127	8
Malbaza	11	74	130	116	37	20
Zone d'intervention	20	610	1 012	1 169	258	39

L'apport en vitamines vient en troisième position derrière la vaccination et les traitements. Les ovins et les caprins sont les types d'animaux qui reçoivent le plus de vitamines.

Tableau 28 : Nombre des animaux appartenant aux personnes enquêtées ayant reçu des Vitamines

Unité	Camelins	Bovins	Ovins	Caprins	Poulets	Pintades
Dakoro	3	31	54	41	12	9
Illéla	-	23	71	55	41	-
Konni	-	33	41	52	35	-
Malbaza	-	23	45	45	22	17
Zone d'intervention	3	110	211	193	110	26

Le déparasitage est le type de suivi des animaux le moins utilisé. Il est moyennement important dans le département d'Illéla.

Tableau 29 : Nombre d'animaux appartenant aux personnes enquêtées ayant été déparasité

Unité	Camelins	Bovins	Ovins	Caprins	Poulets	Pintades
Dakoro	-	2	9	-	3	-
Illéla	-	12	40	36	6	-
Konni	-	2	6	4	-	-
Malbaza	-	7	5	6	4	4
Zone d'intervention	-	23	60	46	13	4

En considérant les différents types de suivis, ce sont toujours les caprins et les ovins qui sont les mieux lotis. Ils sont suivis des bovins et de la volaille.

Tableau 30 : Nombre d'animaux appartenant aux personnes enquêtées, qui reçoivent des suivis

Traitement	Camelins	Bovins	Ovins	Caprins	Poulets	Pintades	Total
Traitements	3	125	202	177	64	8	579
Vaccins	20	610	1 012	1 169	258	39	3 108
Vitamines	3	110	211	193	110	26	653
Déparasitage	-	23	60	46	13	4	146
Total	26	868	1 485	1 585	445	77	4 486

Le nombre d'animaux recevant un suivi est de 4486 individus toutes catégories confondues. Le département de Konni a l'effectif le plus important, suivi de celui de Dakoro et celui d'Illéla.

Indicator IR.12.2b2: Number of animals receiving health care (Custom)/Nombre d'animaux recevant un suivi (Indicator Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.12.2b2 est : 0 individu

Méthode de calcul utilisée : La somme des effectifs des différents types d'animaux possédés par les hommes et les femmes ayant affirmé posséder des animaux qui ont reçu au cours des 12 derniers mois des services fournis à travers la collaboration avec le Ministère de la production animale/ les services de vétérinaires privés de proximités SVPP et ayant bénéficié d'au moins un service globalement et par département.

F. Accroissement de la commercialisation par les associations de petits producteurs

- **Le volume de la vente collective par chaîne de valeurs des associations des petits producteurs :**

Le calcul de la valeur estimée des ventes par chaîne de valeurs des associations donne les valeurs suivantes :

Tableau 31 : Valeur estimée des ventes par chaîne de valeurs

Valeur estimée		Oignon	Blé	Niébé
		Valeur estimée	Valeur estimée	Valeur estimée
OP partenaire	Adaltchi	0	6 423 815	0
	Amintchi	113 023 800	22 500	188 278
	Nazari	35 140	-	242 990
Total		113 058 940	6 446 315	431 268

Le volume de la vente collective par chaîne de valeurs des associations des petits producteurs est de 6855,8 T pour l'oignon, 286 T pour le niébé et 123 T pour le blé

Tableau 32 : Volume de la vente collective par chaîne de valeurs des associations

Spéculations	Oignon (tonnes)	Niébé (tonnes)	Blé (tonnes)
Nombre d'OP enquêtées	3	3	3
Total	6856	286	123

Indicator IR.12.3: Volume per value chain marketed collectively by smallholder farmer associations (Custom)/Le volume de la vente collective par chaîne de valeurs des associations des petits producteurs (Indicator Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.12.3 est: 6855,8 T oignon; 286 T niébé; 123 T blé

Méthode de calcul utilisée : La somme des quantités des productions vendues par spéculation et par les OP qui ont procédé à des ventes groupées des productions agricoles globalement et par département.

G. Renforcement de l'épargne et l'accès aux services financiers

- **La proportion des participants au projet qui utilisaient les services financiers pendant les 12 mois précédents :** Les principaux services financiers visés sont l'épargne, le crédit, l'assurance, les versements électroniques. Les femmes (14,5%)

utilisent beaucoup plus les services financiers que les hommes (6,2%). Le département d'Illéla a le plus fort taux en terme d'adoption des services financiers.

Tableau 33 : Proportion des participants au projet qui utilisaient les services financiers

Unité	Homme	Femme
Dakoro	2,30%	7,70%
Illéla	17,10%	41,30%
Konni	3,30%	4,10%
Malbaza	2,40%	2,80%
Zone d'intervention	6,20%	14,50%

L'analyse de l'utilisation des services financiers montre que les services les plus utilisés sont l'épargne puis le crédit. Les versements électroniques et l'épargne restent des nouveaux produits à promouvoir auprès des groupes cibles du projet.

Tableau 34 : Proportion des participants par type de service financier utilisé (Homme=73 ; Femme=173)

Unité	Epargne		Crédit		Versements électroniques		Assurance	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Dakoro	0,0%	52,2%	85,7%	69,6%	0,0%	4,3%	0,0%	0,0%
Illéla	61,2%	88,5%	42,9%	50,0%	8,2%	0,0%	0,0%	0,8%
Konni	10,0%	8,3%	0	58,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Malbaza	42,9%	37,5%	57,1%	62,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zone d'intervention	46,6%	75,7%	42,5%	53,8%	5,5%	0,6%	0,0%	0,6%

Indicator IR.13a : Number of project participants who used financial services in the past 12 months (Custom)/Le nombre des participants au projet qui utilisaient les services financiers pendant les 12 mois précédents. (Indicateur projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.13a est: 73 Hommes et 173 Femmes

Méthode de calcul utilisée : 73 Hommes et 173 Femmes qui affirment utiliser les services financiers soit individuellement ou à travers l'association des producteurs ou leurs groupes, pendant les 12 mois derniers parmi respectivement 1180 hommes et 1196 femmes enquêtés globalement.

- **Le nombre de groupes d'épargne et de crédit dont leurs capacités ont été renforcées :** La somme totale des OP ayant affirmé que certaines de leurs organisations membres ont reçu au moins une des formations promues. Ces formations concernent la bonne gouvernance et comptabilité, la gestion financière et administrative, l'épargne et crédit, la gestion de stock, les achats et ventes groupés et l'utilisation de la plateforme informatique pour une capacité organisationnelle. Il ressort que ces trois OP partenaires avaient reçues des formations dans des thématiques similaires avec l'appui d'autres partenaires dont principalement LWR avec ses projets antérieurs. Cependant, ces formations n'ont pas été assez répercutées au niveau des organisations membres.

Indicator IR.13.1: Number of savings and loan groups strengthened (Custom)/Le nombre de groupes d'épargne et de crédit dont leur capacités ont été renforcées (Indicator Projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.13.1 est: 0
Méthode de calcul utilisée : La somme totale des OP ayant répondu avoir reçu des formations

- **La valeur de crédits agricoles et ruraux** : La valeur totale des crédits obtenus par les OP enquêtées globalement. Il s'agissait de savoir si les OP ont bénéficié de crédit au cours des 12 derniers mois, puis de déterminer sa valeur. Ainsi, les trois OP enquêtées déclarent avoir reçu des crédits de plusieurs structures dont entre autres des structures étatiques (agriculture, CAIMA), des institutions de micro-finance (ASUSU, Yarda), des ONG (CARE). Ces crédits ont surtout été utilisés dans l'achat des intrants, des équipements et à l'appui de la commercialisation des produits.

Tableau 35 : Valeur de crédits agricoles et ruraux

OP partenaire :	Moyenne
Adaltchi	25 200 000
Amintchi	789 167
Nazari	7 080 000

Indicator IR.13.2a: Value of agricultural and rural loans (Custom)/La valeur de crédits agricoles et ruraux (Indicator projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.13.2a est: 4,626875 m CFA

Méthode de calcul utilisée : La somme totale des OP ayant répondu avoir reçu des formations

- **Taux de remboursement des crédits agricoles** : Le ratio des remboursements effectués (capital + intérêt) sur la valeur totale des remboursements arrivés à terme (capital + intérêt + reste à rembourser). Au moment de l'enquête, il n'y a qu'Amintchi et Adaltchi qui affirment n'avoir pas remboursé totalement les crédits qu'elles ont obtenus. Le taux de remboursement des crédits agricoles calculé est de 66,67%.

Indicator IR.13.2b: Proportion of agricultural loans reimbursed (Custom)/Taux de remboursement des crédits agricoles (Indicator projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.13.2b est: 2/3

Méthode de calcul utilisée : La somme des OP ayant remboursé sur le totale des OP

4.4 Renforcement des capacités organisationnelles des associations des producteurs à mieux soutenir les services de leurs membres, à gérer les risques et stimuler les opportunités commerciales

- **Le changement de la rentabilité des associations des producteurs** : Parmi les trois OP enquêtées, ce sont Amintchi et Nazari qui affirment avoir fait des opérations au cours des 12 derniers mois. L'analyse de cet indicateur par des simples affirmations en absence de documents comptables bien renseignés, ne permet pas d'apprécier exactement la rentabilité des OP.

Tableau 36 : Rentabilité des associations des producteurs

OP partenaire :	Revenus tirés	Charges	Rentabilité
Amintchi	600 000	55 000	545 000
Nazari	3 000 000	1 090 000	1 910 000
Total	1 800 000	572 500	1 227 500

Indicator 2a: Change in profitability of farmer associations (Custom)/Le changement de la rentabilité des associations des producteurs (Indicateur projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur 2a est: 2.655.000 FCFA

Méthode de calcul utilisée : La différence entre le total des revenus tirés et celui des charges

- **Le changement de la contribution statutaire annuelle de l'association des producteurs** : La valeur totale des recettes d'adhésion ou des cotisations annuelles pour le OP ayant enregistré cette année des recettes sous forme de fonds d'adhésion ou des cotisations statutaires annuelles.

L'effectif des membres d'Adaltchi et Amintchi est en augmentation pendant que celui de Nazari est stable. Il a contribué sous forme de fonds d'adhésion ou des cotisations statutaires annuelles.

Le changement de la contribution statutaire annuelle de l'association des producteurs est de 517.670 FCFA

Indicator 2b : Change in farmer association annual statutory contributions (Custom)/Le changement de la contribution statutaire annuelle de l'association des producteurs (Indicateur projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur 2b est: 517.670 FCFA

Méthode de calcul utilisée : La différence entre le total des revenus tirés et celui des charges

- **La valeur des nouveaux investissements apportés** : la valeur de cet indicateur est égale à zéro. La somme des valeurs des nouveaux investissements pour les OP ayant affirmé avoir enregistré des investissements nouveaux au cours de cette dernière année. Seule Nazari a affirmé avoir reçu des nouveaux investissements sous forme de crédit d'une valeur de 19 425 000 FCFA (soit 31 804 \$us) provenant de partenaires (agriculture, CAIMA, institutions de micro-finance (ASUSU, Yarda), des ONG (CARE)).

Indicator 2b : Change in farmer association annual statutory contributions (Custom)/Le changement de la contribution statutaire annuelle de l'association des producteurs (Indicateur projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur 2b est: 0 FCFA

Méthode de calcul utilisée : La différence entre le total des revenus tirés et celui des charges

A. Renforcement de la capacité organisationnelle

- **La proportion des membres des associations des producteurs déclarant avoir confiance en leurs leaders :**

Tableau 37 : Proportion des membres des associations des producteurs déclarant avoir confiance en leurs leaders

Unité	Hommes	Femmes
Dakoro	0,0%	16,6%
Illéla	4,2%	11,7%
Konni	1,0%	17,0%
Malbaza	3,4%	46,7%
Zone d'intervention	2,7%	22,6%

Indicator IR.21a: Number of members of farmer associations who say they have confidence in their association's management/leadership (Custom)/Le nombre des membres des associations des producteurs déclarant d'avoir confiance en leur leaders (indicateur projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.21a est : 14 Hommes et 22 Femmes

Méthode de calcul utilisée : 14 Hommes et 22 Femmes ayant répondu être membres des organisations de producteurs membres de l'Union (Adaltchi, Nazari ou Amintchi) et qui affirment avoir confiance aux leaders de leur organisation parmi respectivement 1181 hommes et 1197 femmes enquêtés.

B. Amélioration de la capacité organisationnelle des associations des petits producteurs

- **La proportion des associations des petits producteurs pratiquant des nouvelles pratiques de gestion.** la valeur de cet indicateur est actuellement égale à zéro avant toute intervention du projet. Seul Nazari a affirmé utiliser de nouvelles méthodes de gestion. Ces méthodes couvrent la gestion financière et administrative, la gestion de stock, les achats et ventes groupés. L'étude n'ayant pas touché les organisations membres des trois OP partenaires du projet, la détermination de la proportion des associations des petits producteurs pratiquant des nouvelles pratiques de gestion ne peut être assurée.

Tableau 38 : Proportion des associations des petits producteurs pratiquant des nouvelles pratiques de gestion

OP partenaire	Utilisation de nouvelles techniques	Pas d'utilisation de nouvelles techniques	Total
Adaltchi	0,0%	100,0%	100,0%
Amintchi	0,0%	100,0%	100,0%
Nazari	100,0%	0,0%	100,0%

Total	33,3%	66,7%	100,0%
--------------	-------	-------	--------

La proportion des associations des petits producteurs pratiquant des nouvelles pratiques de gestion est de 33,3%, cependant la valeur réelle de l'indicateur du projet est 0%.

Indicator IR.21b: Number of farmer associations applying new management practices (Custom)/leadership (Custom)/Le nombre des associations des petits producteurs pratiquant des nouvelles pratiques de gestion (Indicateur projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.21b, est 1 association

Méthode de calcul utilisée : 1 association des OP dont les leaders affirment utiliser de nouvelles méthodes de gestion sur les 3 associations des OP enquêtées

C. Renforcement de la capacité de vulgarisation par le secteur privé

- **Proportion des individus utilisant les nouvelles technologies (ICT) de vulgarisation pour prendre de décisions** : Le ratio des hommes et femmes qui affirment utiliser des nouvelles technologies de la communication et ayant cité au moins une modalité sur le total respectivement des hommes et des femmes enquêtées. La valeur de cet indicateur est zéro. La plateforme ICT est à mettre en place par le projet.

Cependant, un sondage sur l'utilisation des nouvelles technologies de la communication telles que les appels téléphoniques, les messages/SMS, le cash Transfer/ virement mobile, l'épargne ou crédit mobile a permis d'obtenir les résultats suivants. Ce sont 857 hommes (72,6%) et 458 femmes (38%) qui utilisent au moins une de ces technologies sur un effectif respectif de 1181 hommes et 1197 femmes enquêtés.

Indicator IR.21.1a1: Proportion of individuals using ICT-assisted extension in decision-making (Custom)/Proportion des individus utilisant les nouvelles technologies (ICT) de vulgarisation pour prendre de décisions (Indicateur projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.21.1a1, est 0

Méthode de calcul utilisée : la proportion des hommes et des femmes qui utilisent les nouvelles technologies (ICT) de vulgarisation pour prendre de décisions

D. Renforcement de la capacité de gestion des risques

- **Le nombre de membres qui pensent que leur association pourrait les aider en cas de choc ou stress (causés par des éventuels événements)** : Le nombre des hommes et femmes qui affirment être membres d'une organisation de producteurs membre de l'Union (Adaltchi, Nazari ou Amintchi) et qui pensent que leur organisation peut les aider en cas de choc ou stress par rapport au total respectivement des hommes et des femmes enquêtées.

La proportion des membres qui pensent que leur association pourrait les aider en cas de choc ou stress est de 27,4% chez les Hommes et 38,0% chez les Femmes.

Indicator IR.22: Number of members who feel their farmer association can help them in the event of a shock or a stress (Custom)/leadership (Custom)/Le nombre des membres qui pensent que leur association pourraient les aider en cas de choc ou stress (causés par des éventuels événements) (Indicateur projet)

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.22 est 146 Hommes (27,4%) et 164 Femmes (38,0%)

Méthode de calcul utilisée : 146 Hommes (27,4%) et 164 Femmes (38,0%) qui affirment être membres d'une organisation de producteurs membre de l'Union (Adaltchi, Nazari ou Amintchi) et qui pensent que leur organisation peut les aider en cas de choc ou stress par rapport au total respectivement de 531 hommes et de 432 femmes ayant répondu à la question.

E. Renforcement des filets sociaux

- **Nombre de personnes ayant accès aux filets sociaux informels** : La somme des utilisateurs déclarés par les responsables des ménages ayant affirmé disposer des membres qui ont bénéficié des filets sociaux au cours des 12 derniers mois.

Le nombre de ménages ayant accès aux filets sociaux informels est de 574, soit... en % de ménages enquêtés.

Indicateur IR.22.1: Number of people accessing informal social safety nets (Custom)/Nombre de personnes ayant accès aux filets sociaux informels (Indicateur projet)

*Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.22.1 est **574***

Méthode de calcul utilisée : 574 chefs de ménage ayant déclaré par les responsables des ménages sur les 1181 ayant répondu à la question.

D. Amélioration des systèmes d'alerte précoce

- **La proportion des événements à risque potentiel disséminés correctement à travers le dispositif d'identification des risques** : la valeur de cet indicateur est actuellement égale à zéro avant toute intervention du projet. Toutes les trois Op ont affirmé que les productions des adhérents de leur OP ont été victimes de chocs. Les principaux chocs cités sont l'augmentation des prix des intrants agricoles, les catastrophes naturelles (inondation, incendie, vents), l'irrégularité des pluies, la baisse des récoltes, la mévente des productions et la baisse de revenu. Le nombre moyen de chocs cités est de 2,15 par OP.

Indicateur IR.22.2: Proportion of identified hazards/events disseminated correctly through EWS protocols (Custom)/La proportion des événements à risque potentiel disséminés correctement à travers le dispositif d'identification des risques

Sur la base des données ci-dessus, la référence de base de l'indicateur IR.22.2 est: 0

Méthode de calcul utilisée : Le nombre moyen de modalités citées par les OP ayant affirmé que les productions de leurs adhérents ont été victimes de chocs au cours des 12 derniers mois.



5. CONCLUSIONS / RECOMMANDATIONS

Conclusions	Recommandations
<p>Les organisations de producteurs peinent à mettre en place des systèmes cohérents et fonctionnels de commercialisation des produits. Elles disposent de peu de revenus propres et les adhérents manifestent de faibles confiances aux leaders de leur organisation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner de manière spécifiques ces partenaires du projet dans la gestion, la fourniture et la diversification de services aux membres. - Soutenir le renforcement des capacités de ses partenaires tant sur le plan organisationnel, technique, managérial, etc.
<p>Sur le plan économique, il a été constaté des faiblesses dans les revenus, les épargnes individuelles, l'accès au système bancaire, le système de commercialisation, la performance des systèmes de productions agricoles, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les systèmes productifs à travers des mises en relations et un accompagnement diversifié vers les acteurs de promotion des filières, des services financiers, etc. - Mener des études complémentaires pour mieux cerner les domaines clés d'accompagnement susceptible de produire des effets de leviers

<p>L'approche poursuivie par le projet est assez novatrice. Elle nécessite un processus continu de capitaliser des efforts fournis.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suivre efficacement les changements vers l'atteinte des résultats escomptés - Mettre en place un dispositif transversal de collecte des données afin de mobilisation l'information à tous les niveaux tout en responsabilisant l'ensemble des acteurs du partenariat.
<p>Des disparités entre hommes et femmes enquêtés sont constatées face au choc ou stress maintenant. Les hommes accumulent plus d'épargnes que les femmes, pendant que celles-ci font plus recours aux systèmes financiers décentralisés et aux groupes d'épargnes et de crédits. Sur le plan productif, elles enregistrent des rendements plus faibles et tirent moins de profit des activités d'embouche.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter des appuis spécifiques orientés vers les femmes afin de réduire leur vulnérabilité sur le plan des productions agricoles et pastorales - Renforcer les relations entre les groupes organisés des femmes et les institutions de microfinance afin d'améliorer leur épargne et la diversification de leurs activités économiques.

Annexe 1 : Questionnaire d'enquête auprès des ménages

12/12: An Alliance for Year-Round Resilience in Tahoua and Maradi, Niger
Baseline Data Collection

Enquête de base dans les départements de Dakoro, Illéla, Konni et Malbaza

QUESTIONNAIRE MENAGE

IDENTIFICATION			
I.1	REGION DE :	1. Tahoua 2. Maradi	__
I.2	DEPARTEMENT DE :	1. Dakoro 2. Illéla 3. Konni 4. Malbaza	__
I.3	COMMUNE DE :	1. Ajékoria 2. Badaguichiri 3. Bazaga 4. Birni'n Lallé 5. Dogueraoua 6. Illéla 7. Konni 8. Korahane 9. Malbaza 10. Tsernaoua	__
I.4	OP partenaire :	1. Adaltchi 2. Amintchi 3. CEB 4. Nazari	__
I.5	VILLAGE/ QUARTIER :		
I.6	NUMERO DU MENAGE		__ __
I.7	NOM ET PRENOM DU CHEF DE MENAGE	
I.8	AGE DU CM	__ __ ans	
I.9	SEXE DU CM	Masculin Féminin	__
I.10	TAILLE DU MENAGE		__
I.11	Nombre d'Hommes de 15 ans à plus		__
I.12	Nombre de Femmes de 15 ans à plus		__
I.13	Nombre de Garçons (moins de 15 ans)		__
I.14	Nombre de Filles (moins de 15 ans)		__
I.15	MODE DE VIE DU CM	Sédentaire Nomade Agropasteur Pastoral Autres.....	__
I.17	NOM DE L'ENQUETEUR :		
I.18	NOM DU CHEF D'EQUIPE :		Code EQUIPE __ __

Date de passage : ...|__|__| / |__0_|_3_| / 2 017

CARACTERISTIQUES SOCIO ECONOMIQUES DU MENAGE

Q.8 Quelles sont les principales sources de revenus monétaires de votre ménage

		Première source de revenu	Seconde source de revenu	Troisième source de revenu
Travail agricole local	Élevage volaille	_	_	_
Travail agricole des migrants	Petit élevage			
Contresaison	Grand élevage			
Cultures de case	Pharmacopée			
Autre travail (par exemple en ville)	Transfert d'argent familial			
Travail domestique payé	Transfer public (CFW, FFW, CT)			
Emploi salarié	Petit commerce (commerce à petite échelle)			
Collecte de bois de chauffe ou de charbon	Commerce (grande échelle)			
Collecte de paille / herbes	Transport (ex. marchandises par ânes /chameau)			
Collecte et vente de nourriture sauvage	Artisanat			
Vente des récoltes	RAS			

11.2	Le ménage possède-t-il des animaux (y compris la volaille)?	1=Oui 0=Non	_
-------------	---	----------------	---

Si oui, demandez les catégories d'espèces animales, puis les effectifs de celles qui existent si possible

			Effectifs (nombre de têtes)
1. Bovins	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
2. Ovins	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
3. Caprins	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
4. Camelin	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
5. Asins	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
6. Equins	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
7. Poulets	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
8. Pintades	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
9 Canards/Oies	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _
10. Pigeons	1=Oui ; 0=Non	_	_ _ _ _ _

Q.9 Votre ménage a-t-il adopté des pratiques de gestion de revenus ?

1=Oui ; 2=Non ; 3=NC

Si oui, lesquelles ?

1=Oui ; 0=Non

Approche d'entreprenariat quelconque

|_|

Technique de plan de gestion de nourriture

|_|

Technique de gestion de revenu

|_|

Q.05 Liste des actifs clés de production de votre ménage

	Q.05a	Q.05b
Actifs productifs	<i>Cet actif, existe-t-il au niveau du ménage ? (1=Oui ; 0=Non)</i>	<i>Quantité de l'actif ? (nombre)</i>
Terres agricoles (ha)	_	_
Charrette	_	_
Charrue	_	_
motopompe	_	_
Autres à préciser (.....)	_	_
Autres à préciser (.....)	_	_

Q.03a Pouvez-vous estimer les dépenses de votre ménage au courant des 12 derniers mois ?	1=Oui ; 2=Non _
Q.03b comment sont ces dépenses par rapport à l'année passée ?	1=hausse ; 2=baisse ; 3=stables _

Q.30 - Quel est le nombre d'utilisateurs par filet social dont vos membres ont bénéficié au cours des 12 derniers mois ?	Nombre d'utilisateurs
a. Banque céréalière	_ _ _ _ _ _ _
b. Distribution gratuite de vivres	_ _ _ _ _ _ _
c. Vente de céréales à prix modéré	_ _ _ _ _ _ _
d. Vivre contre travail/ Food for asset	_ _ _ _ _ _ _
e. Argent contre travail/ Cash for asset	_ _ _ _ _ _ _
f. Ration de décharge/protection	_ _ _ _ _ _ _
g. Don/zakat	_ _ _ _ _ _ _
h. Blanket feeding (enfants 6 -23 mois)	_ _ _ _ _ _ _
i. Blanket feeding (Femmes enceintes et allaitantes)	_ _ _ _ _ _ _
j. Intrants agricoles (engrais, semences...)	_ _ _ _ _ _ _
k. Cash transfert	_ _ _ _ _ _ _
l. Banque aliments bétails	_ _ _ _ _ _ _
m. Reconstitution sociale du cheptel	_ _ _ _ _ _ _
n. Déstockage stratégique des animaux	_ _ _ _ _ _ _
o. Autres à préciser : _____	_ _ _ _ _ _ _
Si à Q30 la réponse est OUI au point e ou k, quelle est la principale utilisation que vous avez faite de ces transferts la dernière fois que vous les avez reçus ?	1=Oui ; 2=Non ; 3=NC
1. Achat de produits alimentaires pour le ménage	_
2. Participation aux activités des groupements (épargne/Tontines, ...)	_
4. Transfert aux autres membres du ménage	_
5. Transfert à d'autres ménages	_
8. Dépenses non alimentaires (santé, éducation, loisirs etc.)	_

Q.06 - Votre ménage a-t-il appliqué des pratiques de réduction de risque ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
Si oui, lesquelles ?		1=Oui ; 0=Non
	Nouvelle source de revenu	_
	Épargne/assurance	_
	Adoption d'un plan de gestion de nourriture/budgétisation	_
	Défense et restauration des eaux, du sol	_
	Conservation de sa fertilité	_
	Autres à préciser (.....)	_

Remercier le chef de ménage !!!

Annexe 2 : Questionnaire d'enquête individuel

12/12: An Alliance for Year-Round Resilience in Tahoua and Maradi, Niger
Baseline Data Collection

Enquête de base dans les départements de Dakoro, Illéla, Konni et Malbaza

QUESTIONNAIRE INDIVIDUEL

Cette partie est adressée individuellement à un homme et une femme du ménage séparément !!!

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE INTERVIEWEE			
3.1	REGION DE :	1. Tahoua 2. Maradi	__
3.2	DEPARTEMENT DE :	1. Dakoro 2. Illéla 3. Konni 4. Malbaza	__
3.3	COMMUNE DE :	1. Ajékoria 2. Badaguichiri 3. Bazaga 4. Birni'n Lallé 5. Dogueraoua 6. Illéla 7. Konni 8. Korahane 9. Malbaza 10. Tsernaoua	__
4.4	OP partenaire :	1. Adaltchi 2. Amintchi 3. CEB 4. Nazari	__
5.5	VILLAGE/ QUARTIER :		
6.6	NUMERO DU MENAGE		__ __
3.7	NOM ET PRENOM DE LA PERSONNE INTERVIEWEE	
3.8	AGE DE LA PERSONNE INTERVIEWEE	__ __ ans	
3.9	SEXE DE LA PERSONNE INTERVIEWEE	Masculin Féminin	__

Q.04 Actifs productifs		
Quels sont vos actifs personnels ?	Q.04a	Q.04b
Actifs productifs	<i>Est-ce que vous possédez cet actif</i> 1=Oui ; 2=Non ; 3=NC	<i>Quantité de l'actif ?</i> (nombre)
Terres agricoles (ha)	__	__
Charrette	__	__
Charrue	__	__
motopompe	__	__
Camelin	__	__
Equin	__	__
Bovin	__	__
Ovin	__	__
Caprin	__	__
Asin	__	__
Volailles	__	__
Autres à préciser (.....)	__	__
Autres à préciser (.....)	__	__

Q.11 Quelles sont vos principales activités agricoles de rente au cours de la dernière campagne agricole ?

Est-ce que vous pratiquez des activités agricoles ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _	
Si la réponse est oui, quelle est la superficie emblavée et la production?			
Spécifications	Pratique de la culture 1=Oui ; 0=Non	Superficie (ha)	Production (Kg)
Mil	_	_	_ KG
Niébé	_	_	_ KG
Sorgho	_	_	_ KG
Arachide	_	_	_ KG
Sésame	_	_	_ KG
Souchet	_	_	_ KG
Blé	_	_	_ KG
Maïs	_	_	_ KG
Oignon	_	_	_ Sacs
Piment	_	_	_ Sacs
Autres à préciser (.....)	_	_	_

Q.13- Est-ce que au cours de la dernière campagne agricole vous avez pratiqué des cultures du niébé, de l'oignon et/ou des céréales en utilisant des technologies ou pratiques de gestion ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _	
Q.12- Si oui, qu'est-ce que vous utilisez ?		1=Oui ; 0=Non	Superficie (ha)
Pratique de compostage		_	_
Pratique de résiduels agricoles		_	_
Pratique de parage/utilisation du fumier		_	_
Pratique d'association avec le niébé		_	_
Pratique de rotation des cultures		_	_
Pratique de conservation, de restauration des eaux et du sol (zaï, cordon pierreux, la RNA, etc.)		_	_
Autres à préciser (.....)		_	_

Q.14- Est-ce que vous avez pratiqué l'emboûche ovine destinée à la vente au cours des 12 derniers mois ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _		
Si oui quels sont les prix moyens d'achat et de vente par animal embouché ?	Prix d'achat (FCFA)		Prix de vente (FCFA)	
	_ _ _ _ _ _ _		_ _ _ _ _ _ _	

Q.15- Avez-vous adopté des technologies de production animale ou pratiques de gestion améliorée au cours des 12 derniers mois?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _	
		1=Oui ; 2=Non	
Si oui quels services?	La sélection des animaux (race, l'âge, pelage) selon les spécifications du marché	_	
	Une alimentation améliorée (sels, mélange du fourrage augmenté par les graines + son + gousses de Gao ou d'acacia, fauche/conservation de fourrage, blocs multi-nutritionnels)	_	
	Les abris/enclos,	_	
	Le choix de la période propice pour l'emboûche	_	
Autres à préciser (.....)		_	

Q.16- Possédez-vous des animaux qui ont reçu au cours des 12 derniers mois des services fournis à travers la collaboration avec le Ministère de la production animale/ les services de vétérinaires privés de proximités SVPP ou PEAs ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _	
Si oui quels services?	Traitement	_	
	Vaccins	_	
	Vitamines	_	
	Déparasitage	_	
	Autres à préciser (.....)	_	

		Traitement	Vaccins	Vitamines	Déparasitage
Si oui par service fourni, précisez le nombre d'animaux?	Camelins	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
	Bovins	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
	Ovins	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
	Caprins	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
	Poulets	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _
	Pintades	_ _ _	_ _ _	_ _ _	_ _ _

Qui a spécifiquement fourni ces services ?	Services de vétérinaires publiques	_
	Services de vétérinaires privés de proximités SVPP	_
	PEAs	_
	Autres à préciser (.....)	_

Q.7 - Avez-vous fait des épargnes monétaires au cours des 12 derniers mois?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
Si oui, à quels niveaux cette épargne est pratiquée et quelle est sa valeur ?		
Lieux d'épargne	Pratique observée	Valeur estimée en (FCFA)
Banque	1=Oui ; 0=Non _	_ _ _ _ _
Au sein du ménage	1=Oui ; 0=Non _	_ _ _ _ _
Epargne mobile	1=Oui ; 0=Non _	_ _ _ _ _
Groupes d'épargnes et de crédits	1=Oui ; 0=Non _	_ _ _ _ _
Chez un commerçant local	1=Oui ; 0=Non _	_ _ _ _ _

Q.18 - Est-ce que vous avez utilisé les services financiers soit individuellement ou à travers l'association des producteurs ou leurs groupes, pendant les 12 mois derniers?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
Si oui quel est le service que vous avez utilisé ?		
Service	1=Oui ; 2=Non ; 3=NC	
Epargne	_	
Crédit	_	
Versements électronique	_	
Assurance	_	
Autres à préciser (.....)	_	

Quelles ont été vos principaux chocs durant les 12 derniers mois ? <i>Ne pas les énumérer, laissez le ménage répondre spontanément. Une fois cela fait, demander au ménage de ranger les 3 plus importants</i>			
Q.29 Quelles ont été vos principaux chocs durant les 12 derniers mois ?	Mettre 1. Oui ou 2. Non dans la case de tous les chocs listés par le ménage		
		_ _	1 ^{er} Choc
		_ _	2 ^{ème} Choc
			3 ^{ème} Choc

01. Augmentation des prix des intrants agricoles	_ _	Q.29a	_ _	Q.29b	_ _	Q.29c	_ _
02. Catastrophes naturelles (inondation, incendie, vents)	_ _						
03. Irrégularité des pluies	_ _						
04. Baisse des récoltes	_ _						
05. Mévente des productions	_ _						
06. Baisse de revenu	_ _						
07. Ennemis de cultures (Criquets, oiseaux, chenilles, etc.)	_ _						
08. Vol de bétail	_ _						
09. Néant	_ _						

Q.29d Est ce que vous êtes membres d'une organisation de producteurs membre de l'Union (Adaltchi, Nazari ou Amintchi)	1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _ _
Q.29e si oui, est-ce que vous pensez que votre organisation peut vous aider en cas de choc ou stress	1=Bien ; 2=Moyen ; 3=passable ; 4=NC _ _

Q.25- Si oui, avez-vous confiance aux leaders de votre organisation ?	1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _ _
---	------------------------------

Q.01 Est-ce que vous pensez que votre ménage est capable de faire face au choc ou stress maintenant?	1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _ _
--	------------------------------

Q.27- Utilisez-vous les nouvelles technologies de la communication?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _ _
		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC
Si lesquelles ?	Appels téléphoniques	_ _
	Messages/SMS	_ _
	Cash Transfer/ virement mobile	_ _
	Epargne ou crédit mobile	_ _

Merci pour votre attention !!!

Annexe 3 : Questionnaire d'enquête auprès des organisations de producteurs

12/12: An Alliance for Year-Round Resilience in Tahoua and Maradi, Niger
Baseline Data Collection

Enquête de base dans les départements de Dakoro, Illéla, Konni et Malbaza

QUESTIONNAIRE ORGANISATION DES PRODUCTEURS

*Cette partie est adressée aux membres du Conseil d'Administration des OP
(Unions et Fédérations) !!!*

IDENTIFICATION			
I.1	REGION DE :	1. Tahoua 2. Maradi	_
I.2	DEPARTEMENT DE :	1. Dakoro 2. Illéla 3. Konni 4. Malbaza	_
I.3	COMMUNE DE :	1. Ajékoria 2. Badaguichiri 3. Bazaga 4. Birni'n Lallé 5. Dogueraoua 6. Illéla 7. Konni 8. Korahane 9. Malbaza 10. Tsernaoua	_
I.4	OP partenaire :	1. Adaltchi 2. Amintchi 3. CEB 4. Nazari	_
I.5	Nom de l'organisation de producteurs :		
I.6	NUMERO DE L'UNION		_ _
I.7	ANNEE DE CREATION		
I.8	NOM ET PRENOM DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	
I.9	AGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	_ _ ans	
I.10	Fonctions des répondants principaux	Président	_
		Secrétaire	_
		Trésorier	_
		Autres	_
I.11	Effectif des OP membres	_	
I.12	Nombre d'Hommes membres des OP	_	
I.13	Nombre de femmes membres des OP	_	
I.14	Nombre de formations en vie associatives reçues	_	
I.15	Nombre de formations en gestion reçues	_	

Q.10 Qu'est-ce que les adhérents produisent et qu'est-ce qui est commercialisé par l'OP au cours de la dernière campagne et quelle est la valeur des ventes ?	Effectif des participants	Valeur estimée en (FCFA)
Oignon	_	_ _ _ _ _ _ _
Blé	_	_ _ _ _ _ _ _
Niébé	_	_ _ _ _ _ _ _

Autres à préciser (.....)	_	_ _ _ _ _ _ _
---------------------------	---	---------------

Q.17- Votre organisation procède-t-elle à des ventes groupées de ses productions agricoles ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
Si oui pour chaque production, donner les quantités et les valeurs des ventes de la dernière campagne?		
Cultures	Quantités	Prix de vente (FCFA)
Oignon (sacs)	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _
Niébé (tonnes)	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _
Blé (tonnes)	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _
Autres à préciser (.....)	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _

Q.20- votre organisation a-t-elle bénéficié de crédits au cours des 12 derniers mois ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
Si oui De quelle structure vient ce crédit ?	
Si oui quelle est la valeur de ces crédits		_ _ _ _ _ _ _
Quelles utilisations aviez-vous faites avec ce crédit ?	Achat d'intrants	_
	Equipements	_
	Appui à la commercialisation	_
	Autres à préciser (.....)	_

Q.21- votre organisation a-t-elle actuellement remboursé totalement les crédits qu'elle a obtenus?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
Si oui quelle est la valeur de ces remboursements ?	Capital (FCFA)	Intérêt (FCFA)
	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _
Si non combien reste à rembourser ?		_ _ _ _ _ _ _

Q.22- votre organisation a-t-elle fait des opérations au cours des 12 derniers mois?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
Si oui quelle est la valeur des revenus et des charges ?	Revenus tirés (FCFA)	Charges (cout/dépenses) (FCFA)
	_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _

Q.23- votre organisation a-t-elle enregistré cette année des recettes sous forme de fonds d'adhésion ou des cotisations statutaires annuelles ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
Si oui quelle est la valeur totale de ces recettes ?	Nombre de membres	Recette (FCFA)
	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _
Quelle est l'évolution de l'effectif des membres de votre organisation ?	1. En augmentation 2. Stable 3. En baisse	_

Q.24- votre organisation a-t-elle enregistré des investissements nouveaux au cours de cette dernière année ?		1=Oui ; 2=Non ; 3=NC _
	Catégories d'acteurs	Recette (FCFA)

	06. Baisse de revenu	__
	06. Vol de bétail	__
	07. Evasion acridienne	__
	08. Epidémie	
Si oui est ce que les autorités ont été informées ?	1=Oui ; 2=Non ; 3=NC	__
Si oui est ce qu'il a eu des incidences sur la capacité des membres à ?	Payer leurs cotisations	Rembourser les crédits
	1=Oui ; 2=Non ; 3=NC __	1=Oui ; 2=Non ; 3=NC __

Merci pour votre attention !!!

INSTRUCTIONS POUR L'ENQUÊTEUR :

Pour commencer l'entretien, présentez-vous et présentez le projet. Posez les questions de manière neutre, écoutez attentivement les réponses des participants et posez des questions de précision si nécessaire pour obtenir des réponses pertinentes possibles.

L'Alliance 12/12 cherche à tirer profit de l'expertise du secteur privé et des solutions innovantes pour améliorer la résilience annuelle de 12.760 ménages et 102,080 personnes dans les zones agro-pastorales et marginales vivant de l'agriculture de subsistance de Dakoro (région de Maradi) des départements de Iléla, Konni, et Malbaza (région de Tahoua). En tirant profit de nouveaux investissements de partenaires de l'Alliance sur cinq ans, 12/12 augmentera et maintiendra les revenus des ménages, des actifs, la capacité d'adaptation et l'accès à des aliments nutritifs et renforcera la capacité organisationnelle, l'intégration et la durabilité des associations d'agriculteurs pour aider les ménages à gérer le risque et les opportunités de l'utilisation des fonds empruntés.

Assurez-vous de bien connaître les questionnaires avant les entretiens et de bien comprendre les objectifs globaux de cette recherche – il est possible que vous ayez à reformuler des questions pour amener les participants à mieux comprendre ce que vous cherchez.

Évitez d'influencer les réponses des participants à partir de notions préconçues ou de les encourager à fournir des réponses particulières. Rappelez-vous que ces données serviront à comprendre les perceptions des répondants de par leurs expériences avec le projet.

La discussion devrait durer environ 30 mn.

TEXTE DU CONSENTEMENT VERBAL

Votre participation à cette étude et à toute recherche à venir est totalement volontaire. La discussion ne durera pas plus de 30 minutes et il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses aux questions.

Si vous choisissez de participer, il y a un risque que vous partagiez certaines informations personnelles par inadvertance, ou que vous vous sentiez mal à l'aise pour parler de certains sujets. Toutefois, nous ne souhaitons pas que cela arrive. Vous pouvez retirer votre consentement et interrompre votre participation à tout moment et vous avez le droit de refuser de répondre à des questions.

Vous ne retirerez aucun bénéfice direct de votre participation, mais ***votre participation pourrait nous aider*** à documenter la situation initiale pour tous les indicateurs de projet avant le début des interventions et à jeter les bases de toute évaluation et contrôle futur, y compris et les évaluations de performance à mi-parcours et finales.

Nous ne partagerons aucune des informations vous concernant avec d'autres personnes en dehors de l'équipe de recherche et les informations que nous recueillerons dans le cadre de la présente recherche demeureront privées. Toute information vous concernant portera un numéro au lieu de vos noms. Lorsque cette étude sera achevée, un rapport de synthèse sera rédigé sur les résultats de notre recherche.

Avez-vous des questions ?

Acceptez-vous de donner votre consentement verbal pour participer à cette recherche ?

Si vous êtes chef de ménage, acceptez-vous que nous parlions à d'autres membres adultes dans votre ménage ?

Je voudrais vous remercier d'avance pour votre participation à cette étude.

Avez-vous des questions à poser avant qu'on ne commence ?

Annexe 5 : Tableau récapitulatif des indicateurs par département

Objectifs Résultats Indicateurs		Unité de mesure	Valeurs calculées des indicateurs				
			Référence de base	Dakoro	Illéla	Koni	Malbaza
BUT : Leverage new private-sector expertise and innovative solutions to improve the resilience of 12,760 households in agro-pastoral and marginal agriculture zones in Niger/ <i>Capitaliser l'expertise du secteur privé et des solutions innovantes pour améliorer la résilience de 12.760 ménages dans la zone agropastorale et la zone d'agriculture marginale au Niger</i>							
1	Indicator Ga: % of individuals reporting household resilience capacity (Custom)/% <i>des individus qui perçoivent que leur ménage a une capacité de résilience. (Indicator Projet)</i>	%	Hommes 41,6%	29,1%	20,9%	41,2%	74,8%
			Femmes 22,6%	16,6%	11,7%	17,0%	46,7
OBJECTIVE 1 : Increased and Sustainable Economic Well-Being/ <i>Le bien-être économique durable a augmenté</i>							
3	Indicator 1a: % of households reporting at least the same level of annual household expenditures (Custom)/ % <i>des ménages qui rapportent au moins le même niveau de dépenses annuelles de ménage (Indicator Projet)</i>	%	62,4%	41,9%	78,9%	71,4%	57,2%
4	Indicator 1b: Average value of individual assets (Custom)/ <i>La valeur moyenne d'actifs des individus (Indicator Projet)</i>	FCFA	H: 272 442 F: 225 961	274 867 206 947	253 220 216 031	255 548 221 961	306 133 258 905
5	Indicator 1c: Average value of household assets (Custom)/ <i>La valeur moyenne d'actifs des ménages (Indicator Projet)</i>	FCFA	384 159	433 774	398 204	289 604	415 055
6	Indicator 1d: Proportion of households adopting risk-reducing practices/actions to improve resilience to climate change (Custom)/ <i>La proportion des ménages qui ont adopté des techniques d'atténuation des risques face aux effets des changements climatiques afin d'améliorer leur résilience. (Indicator Projet)</i>	%	48,0%	38,3%	62,8%	22,7%	68,8%
7	Indicator 1e: Average value of individual savings accumulated by project beneficiaries (Custom)/ <i>La valeur moyenne des épargnes individuelles accumulés par des bénéficiaires du projet (Indicator Projet)</i>	FCFA	Hommes 25440,77	9301,33	26339,02	33304,63	32818,11
			Femmes 10790,33	3323,67	20124,60	8812,92	10900,14
IR 1.1: Diversified economic opportunities/ <i>Les opportunités économiques sont diversifiées</i>							
8	Indicator IR.11a: % of households reporting at least one new income source due to project interventions (Custom)/ % <i>des ménages qui declare d'avoir au moins une nouvelle source de revenus grâce aux interventions du projet. (Indicator Projet)</i>	%	0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
IR 1.2 : Intensified production and marketing for livestock and high-potential crops/ <i>Accroître la production et la commercialisation des produits de rente et du bétail</i>							
10	Indicator IR.12a: Total value of average incremental sales per member attributed to project implementation by value chain (Custom)/ <i>Le cumul de la valeur moyenne des ventes par membre pour chaque chaîne de valeur attribué au projet (Indicator Projet)</i>	FCFA	5,069 CFA oignons; 1.732 CFA niébé; 3.077 CFA blé	Néant	116 CFA oignons; 8379 CFA niébé; 0 CFA blé	0 CFA oignons; 0 CFA niébé; 45 CFA blé	5,137 CFA oignons; 856 CFA niébé; 4.027 CFA blé

Objectifs Résultats Indicateurs		Unité de mesure	Valeurs calculées des indicateurs				
			Référence de base	Dakoro	Illéla	Koni	Malbaza
IR 12.1a : Boost crop productivity/ <i>Bouster la production agricole</i>							
11	Indicator IR.12.1a: Yields of targeted crops reported by project participants (Custom)/ <i>Rendements réalisés par les producteurs pour les spéculations ciblées. (Indicador Projet)</i>	KG/Ha	Mil : 307,6 Niébé : 150,9 Sorgho : 173,5 Arachide : 242,6 Blé : 141,3 Maïs : 121,7 Oignon : 82,02	Mil : 126,4 Niébé : 64,01 Sorgho : 51,7 Arachide : 185,1 Blé : 0 Maïs : 2,5 Oignon : 1,2	Mil : 112,9 Niébé : 102,3 Sorgho : 77,5 Arachide : 107,3 Blé : 0 Maïs : 231,3 Oignon : 75,6	Mil : 861,6 Niébé : 275,1 Sorgho : 771,0 Arachide : 353,9 Blé : 987,6 Maïs : 796,6 Oignon : 5,7	Mil : 523,7 Niébé : 288,0 Sorgho : 231,1 Arachide : 365,8 Blé : 0 Maïs : 244,1 Oignon : 5,0,4
IR 12.1b : Improve adoption of improved soil and water conservation/soil fertility management techniques/ <i>Améliorer l'adoption des techniques de conservation des eaux et des sols et les techniques de gestion de la fertilité du sol</i>							
12	Indicator IR.12.1b1: Number of hectares under improved management technologies or practices as a result of USG assistance (FTF Indicator)/ <i>La superficie (en hectares) sous des nouvelles technologies ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain. (FTF)</i>	Ha	0ha	0ha	0ha	0ha	0ha
13	Indicator IR.12.1b2: Number of farmers who have adopted new management technologies or management practices as a result of USG assistance (FTF Indicator)/ <i>Nombre de producteurs ayant adopté des nouvelles technologies ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain. (FTF)</i>	Nombre	Hommes 0 Femmes 0	0 0	0 0	0 0	0 0
IR 12.2a : Boost animal productivity/ <i>Bouster la production animale</i>							
14	Indicator IR.12.2a: Average net sales value per fattened animal sold (Custom)/ <i>La valeur moyenne nette de vente par animal engraisé (Indicador Projet)</i>	FCFA	Hommes 54781 Femmes 50685	34071 55963	53410 41871	57446 63900	75250 42946
IR 12.2b : Boost animal productivity/ <i>Bouster la production animale</i>							
15	Indicator IR.12.2b1: Proportion of individuals who have adopted new animal production technologies or management practices as a result of USG assistance (Custom)/ <i>La proportion des individus ayant adopté des nouvelles technologies de production animale ou pratiques de gestion grâce à l'assistance du gouvernement américain. (Indicador Projet)</i>	Nombre	Hommes 147 Femmes 172	23 23	43 71	42 60	39 18
16	Indicator IR.12.2b2: Number of animals receiving health care (Custom)/ <i>Nombre d'animaux recevant un suivi (Indicador Projet)</i>	Nombre	0	0	0	0	0
IR 12.3 : Boost marketing by smallholder farmer associations/ <i>Augmenter la commercialisation par les associations de petits producteurs</i>							
17	Indicator IR.12.3: Volume per value chain marketed collectively by smallholder farmer associations (Custom)/ <i>Le volume de la vente collective par chaîne de valeurs des</i>	Kg	6855,8 T oignon; 286 T niébé;	Néant	8,6 T oignon; 23 T niébé;	0 T oignon; 0 T niébé; 75 T blé	6847,2 T oignon; 265 T niébé;

Objectifs Résultats Indicateurs		Unité de mesure	Valeurs calculées des indicateurs				
			Référence de base	Dakoro	Illéla	Koni	Malbaza
associations des petits producteurs (Indicateur Projet)			123 T blé		0 T blé		48 T blé
IR 1.3 : Increase access to financial services/Augmenter l'accès aux services financiers							
18	Indicator IR.13a: Proportion of project participants who used financial services in the past 12 months (Custom)/La proportion des participants au projet qui utilisaient les services financiers pendant les 12 mois précédents. (Indicateur projet)	%	H 6,2%	2,3%	17,1%	3,3%	2,4%
			F 14,5%	7,7%	41,3%	4,1%	2,8%
IR 13.1 : Strengthen village savings schemes/Renforcer les systèmes d'épargne rurales							
19	Indicator IR.13.1: Number of savings and loan groups strengthened (Custom)/Le nombre de groupes d'épargne et de crédit dont leur capacités ont été renforcées (Indicateur Projet)	Nombre	2	Néant	1	0	1
IR 13.2 : Facilitate farmer association access to credit/Faciliter l'accès aux crédits aux associations de producteurs							
20	Indicator IR.13.2a: Value of agricultural and rural loans (Custom)/La valeur de crédits agricoles et ruraux (Indicateur projet)	FCFA	4.626.875 CFA	Néant	7.080.000 CFA	2.065.625 CFA	4.735.000 CFA
21	Indicator IR.13.2b: Proportion of agricultural loans reimbursed (Custom)/Taux de remboursement des crédits agricoles (Indicateur projet)	%	66,67%	Néant	0%	100%	100%
OBJECTIVE 2 : Strengthen the organizational capacity of farmer associations to sustain member services, manage risks and leverage business opportunities/Renforcer les capacités organisationnelles des associations des producteurs à mieux soutenir les services de leurs membres, à gérer les risques et stimuler les opportunités commerciales							
22	Indicator 2a: Change in profitability of farmer associations (Custom)/Le changement de la rentabilité des associations des producteurs (Indicateur projet)	FCFA	3.800.000 revenu tiré 1.145.000 charges Différence 2.655.000	Néant	3.000.000 revenu tiré 1.090.000 charges Différence 1910000	0	800.000 revenu tiré 55.000 charges Différence 745000
23	Indicator 2b : Change in farmer association annual statutory contributions (Custom)/Le changement de la contribution statutaire annuelle de l'association des producteurs (Indicateur projet)	Nombre	3	Néant	1	1	1
24	Indicator 2c : Value of new investments leveraged (Custom)/La valeur des nouveaux investissements apportés (Indicateur projet)	FCFA	20.495.000 CFA	Néant	20.495.000 CFA	0	0
IR 2.1a: Strengthened organizational capacity/Capacité organisationnelle renforcée							
25	Indicator IR.21a: Proportion of members of farmer associations who say they have confidence in their association's management/leadership (Custom)/La proportion des membres des associations des producteurs déclarant d'avoir confiance en leur leaders (indicateur projet)	%	Hommes 2,7%	0%	4,2%	1,0%	3,4%
			Femmes 22,6%	16,6%	11,7%	17,0%	46,7%
IR 2.1b: Increase organizational capacity of smallholder farmer associations/Améliorer la capacité organisationnelle des associations des petits producteurs							
26	Indicator IR.21b: Proportion of farmer associations applying new management practices (Custom)/leadership (Custom)/La proportion des associations des petits	%	0%	0%	0%	0%	0%

Objectifs Résultats Indicateurs		Unité de mesure	Valeurs calculées des indicateurs				
			Référence de base	Dakoro	Illéla	Koni	Malbaza
	<i>producteurs pratiquant des nouvelles pratiques de gestion (Indicateur projet)</i>						
IR 21.1a : Strengthened private extension capacity/ <i>Renforcer la capacité de vulgarisation par le secteur privé</i>							
27	Indicator IR.21.1a1: Proportion of individuals using ICT-assisted extension in decision-making (Custom)/Proportion des individus utilisant les nouvelles technologies (ICT) de vulgarisation pour prendre des décisions (Indicateur projet)	<i>Nombre</i>	Hommes 857 Femmes 458	182 52	225 186	211 114	239 106
28	Indicator IR.21.1a2: Number of hits to ICT extension support platform (weather, technical content, hazards, price data) (Custom)/Nombre de vues à la plateforme ICT (données météo, contenu technique, marchés, menaces) (Indicateur projet)	<i>Nombre</i>	0	0	0	0	0
IR 2.2: Strengthened disaster risk management capacity/ <i>Renforcer la capacité de gestion des risques</i>							
29	Indicator IR.22: Proportion of members who feel their farmer association can help them in the event of a shock or a stress (Custom)/leadership (Custom)/ <i>La proportion des membres qui pensent que leur association pourraient les aider en cas de choc ou stress (causés par des éventuels événements) (Indicateur projet)</i>	<i>%</i>	Hommes 27,4% Femmes 38,0%	30,8% 33,3%	35,1% 25,5%	18,9% 49,1%	35,1% 69,6%
IR 22.1 : Strengthened safety nets/ <i>Renforcer les filets sociaux</i>							
30	Indicator IR.22.1: Number of people accessing informal social safety nets (Custom)/Nombre de personnes ayant accès aux filets sociaux informels (Indicateur projet)	<i>Nombre</i>	574	170	168	135	101

6 Bibliographie

1. Institut National de la Statistique. Le Niger en Chiffres 2014. Novembre 2014
2. International Food Policy Research Institute: Klaus von Grebmer, Derek Headey, Tolulope Olofinbiyi, Doris Wiesmann, Heidi Fritschel, Sandra Yin, Yisehac Yohannes. 2013 : indice de la faim dans le monde. Le défi de la faim : construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.
3. REPUBLIQUE DU NIGER ; Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire. Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015. Nouvelle Imprimerie du Niger
4. République du Niger. Haut-Commissariat à l'initiative 3N. Priorités résilience du NIGER. Version résumée. Février 2015.
5. SALA-DIAKANDA, M. (1988). Problèmes conceptuels et pratiques liés aux informations disponibles sur la structure des ménages en Afrique ainsi qu'à son analyse. Dakar : UIESP.
6. USAID: Sahel Resilience Strategic Plan: Reducing Risk, building Resilience and Facilitating Inclusive Economic Growth FY12-FY16
7. LWR, Approche Résilience (<https://lwr.org/what-we-do/resilience>)